

La paix et ses illusions

EL YAZID DIB



Ghaza : le parfum entêtant de la duperie

LAËLA BECHETOULA

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Saïd Sayoud au pays de Madiba !

CHERIF ALI



17 OCTOBRE 1961

Les martyrs algériens au Panthéon de l'Histoire

AMMAR KOROGHLI

Un juste ? Pas si sûr...

DJAMEL LABIDI

Le Nobel de la comédie politique

SALAH LAKOUES



Livres:

T. DJAOUT : ÉCRITS PRÉMONITOIRES (I/II)

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

FLOTTILLE DE LA LIBERTÉ Torturés, humiliés... et emprisonnés dans le désert



Quand le blé tendre s'impose en intrus squatteur de terroirs algériens de prédilection du blé dur !

Que faire pour rétablir l'ordre naturel des choses ?

MAHMOUD CHABANE

Aides humanitaires L'administration US appelée à faire pression sur Israël

Mercredi, 6^e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les échanges de prisonniers décédés se poursuivent entre la Résistance palestinienne et l'entité sioniste, dans le cadre de la première phase du « plan de paix » de Donald Trump. Ghaza continue de compter ses martyrs.

Mohamed Mehdi

Le ministère de la Santé a annoncé, hier, que le nombre de victimes, depuis le 7 octobre 2023, a atteint 67.938 martyrs et 170.169 blessés, après un nouveau bilan quotidien, des précédentes 24 heures, de 25 martyrs (dont 16 corps retrouvés sous les décombres) et 35 blessés.

Le communiqué du ministère de la Santé ajoute que « les corps de 45 personnes non identifiées détenues par les autorités d'occupation » mais « n'ont pas (encore) été ajoutés au bilan des victimes ». De son côté, la résistance a remis, mardi soir, quatre autres corps de détenus israéliens à la Croix-Rouge internationale. Quelques heures plus tard, l'armée sioniste a annoncé que le quatrième corps n'était pas celui d'un Israélien.

Ceci montre que la recherche des corps des détenus israéliens morts à Ghaza, sous les bombardements de leur armée, est extrêmement difficile, en raison de la destruction de plus de 90% de Ghaza.

Avertis à plusieurs reprises par la Résistance, les Israéliens ne pouvaient pas ne pas savoir que des milliers de tonnes de bombes larguées sur Ghaza allaient non seulement tuer leurs propres détenus, en plus des dizaines de milliers de civils palestiniens, mais qu'ils risquaient de rendre difficile, voire impossible la récupération des dépouilles.

C'est ce que confirme la journaliste Nour Odeh, d'Al Jazeera English (AJE - Amman), qui affirme que « Israël savait et a admis que la récupération des corps serait très difficile, qu'il faudrait des semaines, voire des mois, pour y parvenir » lors des dernières négociations portant mise en œuvre du « plan de paix » de Donald Trump.

Les quelque « 55 millions de tonnes de décombres à Ghaza », « la présence de l'armée israélienne sur plus de la moitié du territoire », limite les mouvements de la résistance palestinienne dans les opérations de « recherche des corps et leur récupération », affirme encore la correspondante d'AJE, ajoutant que « c'est précisément pourquoi l'accord de cessez-le-feu ne prévoit pas de calendrier pour la restitution des corps ».

Par ailleurs, Al Jazeera a rapporté, mercredi, citant des sources médicales à Ghaza, que parmi les corps restitués par l'armée d'occupation israélienne figurent des

« martyrs exécutés ». « Les corps de certains des martyrs remis hier par l'occupation avaient les yeux bandés et les mains menottées. Des indices suggèrent qu'un certain nombre de martyrs ont été exécutés sur le terrain. Des traces de chars sont apparues sur certains des corps. Et il est probable que certains d'entre eux aient été écrasés par des véhicules de l'occupation », rapporte encore Al Jazeera.

RÉDUCTION DES AIDES ET FERMETURE DU POINT DE PASSAGE DE RAFAH

L'entité israélienne, qui était pourtant bien avertie des difficultés dont elle est responsable, a décidé, unilatéralement et en totale contradiction avec l'accord, de réduire les aides humanitaires et de fermer le point de passage de Rafah entre Ghaza et l'Egypte.

Dans une déclaration à Al Jazeera, Ismail al-Thawabta, le directeur général du Bureau des médias du gouvernement de Ghaza, a appelé à « l'ouverture immédiate des points de passage ».

« Nous exigeons que l'occupation ouvre les points de passage et autorise l'entrée immédiate de l'aide humanitaire. Nous exigeons que l'administration américaine fasse pression sur l'occupation pour qu'elle ouvre les points de passage. Les habitants de Ghaza souffrent de pénuries d'eau et y ont difficilement accès », a déclaré al-Thawabta. « Une fois les points de passage ouverts, la priorité sera accordée aux malades et aux blessés », ajoute le même responsable, rappelant la catastrophe environnementale que vit l'enclave assiégée depuis deux années. « 250.000 tonnes de déchets se trouvent dans la bande de Ghaza, ce qui représente une catastrophe environnementale. Nous avons besoin d'équipements lourds pour gérer ces déchets. Nous exigeons l'entrée urgente de médicaments et de fournitures médicales essentielles », affirme encore Ismail al-Thawabta.

CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LES BANDITS ET LES COMPLICES DE L'OCCUPATION À GHAZA

Dans une déclaration, rendue publique mardi après-midi, les factions de la Résistance palestinienne ont salué « la campagne de sécurité mise en œuvre par le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité nationale à Ghaza, vi-

Mouvement des non-alignés Attaf à Kampala

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a pris part, mercredi à Kampala (Ouganda), à la cérémonie d'ouverture de la 19^e Réunion ministérielle du Mouvement des non-alignés (MNA).

La cérémonie d'ouverture de cette Réunion ministérielle, à laquelle participe M. Attaf, a été présidée par le président de la République d'Ouganda, M. Yoweri Museveni, président en exercice du MNA. Placée sous le thème "Approfondir la coopération pour une prospérité mondiale partagée", cette réunion de deux jours est consacrée à l'examen des progrès

réalisés dans la mise en œuvre des conclusions du Sommet du Mouvement des non-alignés, tenu à Kampala en janvier 2024, ainsi que des moyens de poursuivre les efforts visant à permettre au MNA de jouer un rôle influent face aux défis croissants auxquels le monde est confronté, en accord avec les priorités et les intérêts des pays du Sud.

Adjal reçu par le président du Mozambique

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a été reçu, mercredi à Maputo, par le président de la République du Mozambique, M. Daniel Francisco Chapo, dans le cadre de la visite qu'il effectue dans ce pays, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au titre du suivi de la feuille de route relative au programme de coopération bila-

térale, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre a adressé au président du Mozambique les salutations du président de la République, précisant le communiqué, soulignant que cette rencontre intervient dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la visite de travail effectuée par le Président Chapo en Algérie, en septembre dernier, lors

de laquelle les moyens d'imprimer une nouvelle dynamique de partenariat prometteuse entre les deux pays avaient été examinés.

M. Adjal a également eu une série de rencontres et d'entretiens "importants" avec des ministres et conseillers à la Présidence du Mozambique, portant sur les propositions, projets et partenariats susceptibles de booster la coopération entre les deux pays.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le baril de pétrole ne cesse de reculer entre l'abondance de l'offre et tensions commerciales

mondiales, notamment entre les États-Unis et la Chine, qui affaiblissent la demande, atteignant ces derniers jours un prix juste au-dessus des 62 dollars, son plus bas depuis cinq mois. Une menace qui pèse sur les économies des pays producteurs. L'impact sur les revenus des pays qui dépendent des exportations est considérable, pouvant entraîner un déficit budgétaire important, mais cela ne semble pas trop inquiéter les dirigeants des pays concernés, engagés qu'ils sont dans une politique d'ouverture progressive des vannes à la suite d'une réduction drastique de la production depuis novembre 2022. Pourtant, pour des pays comme l'Arabie saoudite, qui ont des projets de réforme économique importants nécessitant des investissements, une baisse des prix du pétrole peut rendre ces plans plus difficiles à réaliser. L'Arabie saoudite, chef de file du cartel OPEP, possède les moyens de peser sur l'équilibre des prix du baril, mais la décision d'augmentation de la production est maintenue. Même si la réduction globale de deux millions de barils par jour jusqu'à la fin 2026 reste significative. Y a-t-il un secret du marché pétrolier que les spécialistes n'arrivent pas à saisir ? Des spécialistes qui prévoient une tendance à la baisse durable, sans tenir compte des brises qui soufflent sur le marché pétrolier, et qui, aussi légè-

Pétrole et enjeux géopolitiques

res soient-elles, entraînent de brusques hausses des prix du baril. « Un excédent pétrolier, attendu depuis longtemps, commence enfin

à émerger et devrait peser sur les prix », ont avancé « certains des plus grands négociants mondiaux de matières premières lors de la conférence Energy Intelligence » mardi 14 octobre à Londres. Durant ces derniers jours, les pays producteurs ont augmenté leur production, laissant croire que les tentatives de l'OPEP+ de réduire l'offre pour soutenir les prix se sont avérées inefficaces face à une demande plus faible. De plus, certains pays ont une capacité de production plus élevée, ce qui peut augmenter l'offre et faire baisser les prix, sans éloigner de vue que cette hausse de la production peut d'une certaine manière, ou relativement, équilibrer la chute des revenus pétroliers entraînée par la baisse des prix du baril.

Mais ces calculs qui ont une portée purement commerciale ne doivent pas voiler d'autres visées géopolitiques.

Certains pensent, en effet, que la chute du prix du baril est très bien étudiée par les experts de la Maison-Blanche. Car, rien ne peut faciliter au président Trump une négociation avec la Russie dans le conflit qui l'oppose à l'Ukraine. Une chute du prix du baril pourrait pousser le président Poutine à négocier la paix d'une manière plus facile. Les enjeux de la volatilité des prix du baril ne sont pas purement commerciaux.

sant à faire respecter la loi et à poursuivre les voleurs, les bandits et ceux qui collaborent avec l'ennemi sioniste dans toute la bande de Ghaza ». Le communiqué indique que l'opération « bénéficie du soutien et du consensus total du mouvement national palestinien et de toutes les factions palestiniennes, ainsi que du soutien des forces de sécurité de la Résistance, dans le but de rétablir la sécurité et la stabilité et de traquer les bandes de mercenaires, les repaires de criminels et les complices de l'ennemi sioniste ». Réagissant également à propos de cette opération, le Front

populaire de libération de la Palestine (FPLP) a également assuré que « ces efforts bénéficient d'un consensus national palestinien ».

« Le Front populaire salue les efforts du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité de la Résistance dans la traque des réseaux criminels et des sbires de l'occupation, et la répression de quiconque tente de porter atteinte à la sécurité intérieure dans la bande de Ghaza ou d'ouvrir des brèches pour saper la détermination et la résistance de notre peuple », lit-on dans le communiqué du FPLP.

Dans ce contexte, le FPLP « ap-

pelle au renforcement de l'unité de toutes les forces nationales et islamiques » et de « toutes les composantes de notre peuple » et « à la coopération de toutes les familles » qui « ont consenti des sacrifices pendant la guerre pour préserver le front intérieur », et « à la poursuite de la coordination pour préserver la sécurité de la Résistance » et à étendre « la lutte contre l'occupation au domaine de la sécurité intérieure et de la sensibilisation populaire, (que) l'ennemi cherche à déstabiliser le front intérieur par l'intermédiaire d'agents et d'investigateurs de la discorde ».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Projet de loi de finances 2026
Des mesures pour soutenir
le pouvoir d'achat

Les contours du projet de loi de finances 2026 viennent d'être dévoilés, avec plusieurs dispositions pour soutenir le pouvoir d'achat. La croissance économique de l'Algérie devrait s'établir à 4,1% en 2026 et 4,4% en 2027, selon les prévisions du projet de loi de finances (PLF) 2026.

El-Houari Dilmi

En effet, le projet de loi de finances présenté mardi par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévoit une série de mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat, à améliorer le cadre de vie des citoyens et à contribuer au renforcement de l'économie nationale, tout en assurant l'approvisionnement du marché en produits de base. Ainsi, le projet de loi comprend une série de dispositions visant à conforter le consommateur et à maintenir la stabilité des prix, notamment à travers la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 des exonérations fiscales et des droits de douane appliqués sur l'huile brute de soja, le café, les légumes secs et les viandes blanche et rouge. Il s'agit aussi de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de l'application du taux réduit de 5% des droits de douane sur les opérations d'importation de cheptels bovin et ovin, vifs destinés à l'abattage, ainsi que les viandes fraîches réfrigérées bovines et ovines sous vide. L'exonération fiscale est également prolongée pour les opérations de vente de légumes secs et du riz importés, ainsi que pour les fruits et légumes frais, les œufs de consommation, le poulet de chair et la dinde produits localement. Le texte prévoit aussi une exonération de l'huile de soja brute des droits de douane et de la TVA, et oblige les importateurs et transformateurs de cette matière première de la produire localement ou de s'en approvisionner sur le marché national avant le 31 décembre 2026. En outre, les importations de café seront exonérées de TVA et de la taxe intérieure de consommation, et soumises au taux réduit des droits de douanes à hauteur de 5% et ce, jusqu'au 31 décembre 2026. Le texte propose aussi

l'exemption des droits de douanes, de taxes dont la TVA, les têtes ovines vivantes destinées à l'abattage importées à l'occasion de l'Aïd El Adha durant la période allant du 15 avril 2025 au 30 juin 2026.

Il autorise également au Trésor à prendre en charge les intérêts pendant la période de différé et la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques, à hauteur de 100%, dans le cadre de la réalisation du logement du programme de type location-vente, d'une consistance de 300.000 logements au titre de l'année 2026. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'engagement des pouvoirs publics à construire deux millions de logements durant la période quinquennale 2025-2030. Il est également proposé de prolonger les délais jusqu'au 31 décembre 2026 au profit des occupants des logements publics locatifs (sociaux) souhaitant acquérir leurs logements, afin de leur permettre de déposer leur demande d'achat.

Et dans le but d'améliorer les conditions de vie des citoyens, le projet de loi propose d'exonérer les véhicules automobiles de transport de 10 personnes ou plus importés, en état final ou non monté dans la limite de 10.000 unités, de tous droits et taxes, y compris la taxe additionnelle provisoire de sauvegarde, la contribution de solidarité et le précompte.

Cette exonération est également applicable aux pièces et composants constituant le kit, pour les véhicules non montés, lorsqu'ils sont importés séparément. Cette mesure s'inscrit dans la mise en œuvre des instructions des pouvoirs publics, notamment celles prises lors du Conseil des ministres tenu le 3 septembre dernier, consacré à l'étude du dossier d'importation de 10.000 bus neufs destinés au transport des personnes, visant à répondre aux besoins des transporteurs pour le renouvellement du parc.

Attribution de logements
Coordination
entre les ministères
de l'Intérieur et de l'Habitat

Les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, et de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire ont tenu une réunion de coordination avec les walis, par visioconférence, consacrée à l'établissement des listes du programme des logements à distribuer au profit des citoyens à l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Cette réunion, tenue mardi au

siège du ministère de l'Intérieur, a été supervisée par le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Mahmoud Djamaa et le Secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Said Attia, précise-t-on de même source. Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur "la nécessité d'assurer toutes les conditions nécessaires au niveau des sites concernés par la livraison des logements aux citoyens et citoyennes", conclut le communiqué.

Tebboune honore les athlètes
qui se sont distingués
dans des compétitions internationales

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi à Alger, une cérémonie en l'honneur des athlètes algériens médaillés aux Championnats du monde de para-athlétisme à New Delhi, aux Mondiaux d'athlétisme

à Tokyo et au Championnat arabe de basket-ball au Bahreïn, ainsi que de l'équipe nationale de football qualifiée pour la Coupe du monde 2026.

La cérémonie s'est déroulée au Palais du Peuple, en présence de hauts responsables de

l'Etat, de membres du Gouvernement, de cadres supérieurs et de représentants de la communauté sportive.

Au terme de la cérémonie, le président de la République a pris une photo-souvenir avec les athlètes algériens honorés.

Algérie-Espagne
Réunion de la Commission
sécuritaire mixte à Madrid

La Commission sécuritaire mixte algéro-espagnole a tenu ses travaux à Madrid (Espagne), dans le cadre de la poursuite de la coordination et de la concertation entre les deux pays, en application de l'accord bilatéral signé dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, indique mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Les travaux de la Commission sécuritaire mixte se sont déroulés sous la coprésidence du directeur de la coopération au ministère de l'In-

térieur, des Collectivités locales et des Transports et de la directrice générale des relations internationales et de l'immigration au ministère espagnol de l'Intérieur, en présence de représentants des départements et services de sécurité des deux pays, précise la même source. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "la poursuite de la coordination et de la concertation entre l'Algérie et l'Espagne, en application de l'accord bilatéral signé, le 15 juin 2008, dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé".

Lors de cette réunion, les deux

parties ont examiné "les moyens de renforcer la coopération et la coordination sécuritaires bilatérales" et "les questions liées aux programmes de formation et à l'échange d'expertises en matière de lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, et dans le domaine de la lutte contre la fraude aux documents de voyage".

Les deux parties ont également abordé "les voies de lutte contre l'immigration clandestine dans son volet sécuritaire et les liens entre les réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains et les autres groupes criminels", conclut le communiqué.

Raïna
Raïkoum
Amine Bouali

Les derniers mois de sa vie, Sid Ahmed parlait peu, ou carrément se taisait.

Lui qui, des années durant, lorsqu'on se retrouvait entre amis, était le plus loquace - et, sans conteste, celui qui avait le plus de choses à dire, grâce à son immense érudition - était devenu, au contraire de ce qu'il avait toujours été, le plus silencieux d'entre nous.

Il faut dire qu'il avait perdu, quelques mois plus tôt, la mère de ses enfants. Et cette absence soudaine l'avait profondément affecté. Du jour au lendemain, il avait presque doublé sa ration de cigarettes et s'était réfugié dans une forme d'exil intérieur, contenu, duquel il ne sortait que pour se lancer, de temps à autre, dans des digressions fulgurantes.

Je crois que Sid Ahmed avait tout lu de tout

Le silence
de Sid Ahmed

ce qu'on peut lire en une vie. Aucun livre, aucun auteur, aucune connaissance ne semblait avoir échappé à son

insatiable besoin de comprendre. Il avait, comme on dit, fait trois fois le tour de la question. Il pouvait parler des heures, de tout et de rien, avec une aisance déconcertante, une profondeur rare, une intelligence raffinée.

Et pourtant, désormais, il se taisait.

Qu'est-ce qui s'était passé ? Pourquoi ce silence, chez un homme si habité par la parole, la réflexion, l'échange ? Peut-être, simplement, qu'il ne tenait plus à briller en société. Ou peut-être que la perte, le désenchantement, ou la conscience aiguë de ce que le savoir ne peut résoudre, avaient creusé en lui une forme de retrait. Il avait atteint ce point mystérieux où le silence dit ce que les mots ne savent exprimer.

Blanchiment d'argent
Un réseau démantelé,
plus de 14 milliards saisis à Alger

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le blanchiment d'argent, composé de 4 individus, et à la saisie de plus de 14 mds de centimes, indique mercredi un communiqué des mêmes services. «Les services de la première circonscription de la police judiciaire relevant de la sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau criminel orga-

nisé, composé de quatre (4) individus, impliqués dans des affaires de blanchiment d'argent et de fraude fiscale», précise le communiqué. Conduite sous la supervision du parquet territorialement compétent, cette opération intervient suite à l'exploitation d'informations faisant état d'un réseau criminel spécialisé dans le blanchiment d'argent et la fraude fiscale. Les investigations menées par les services concernés ont permis

d'identifier les membres du réseau et de procéder à leur arrestation, selon la même source. L'opération a également permis la saisie de 14,275 mds de centimes ainsi que deux véhicules utilisés pour le transport de ces fonds. «Les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, conformément au dossier de procédure pénale», conclut la même source.

Un nouveau DG par intérim du Groupe Sider

M. Bilal Mekkid a été nommé président du Conseil d'Administration du Groupe Sider, et M. Ibrahim Rouaïssia, Directeur Général par intérim du groupe relevant de la Société Nationale de sidérurgie (SNS-Holding).

La SNS a expliqué dans un communiqué que ces décisions, prises par le Conseil d'administration du Groupe Sider lors de sa

réunion, mardi, interviennent suite à la démission de M. Houari Miloud Kheladi de son poste de PDG du groupe.

La société a affirmé, dans son communiqué, l'engagement du Groupe Sider dans la "démarche de développement continu en s'appuyant sur des compétences nationales hautement qualifiées, ce qui renforce la position du

groupe au sein du système national de la sidérurgie ainsi que son rôle dans l'accompagnement des transformations actuelles, au service des objectifs de développement national".

La société a exprimé "sa reconnaissance à M. Houari Miloud Kheladi pour ses précieux efforts et contributions durant sa direction du groupe".

La paix et ses illusions

On dit souvent qu'une parole n'engage que ceux qui l'écotent.



Par El yazid Dib

* BIBI ET LE CRITÈRE DU RESPECT DE LA PAROLE DONNÉE :

Doit-on encore lui faire confiance ? Peut-il se soumettre aux règles éthiques de la fidélité pour l'application d'un accord ? Non, personne ne le pense. L'histoire de ses avatars, les précédents de ses trahisons, son opiniâtreté haineuse sont là pour rafraîchir la réflexion des dupes. Neten-yahu n'a aucunement respecté une parole ou une signature.

Le criminel, une fois les otages récupérés, persistera à aller jusqu'au bout illimité de sa guerre. La guerre lui est un sauf-conduit, un report judiciaire.

Donc, il ne faut pas trop compter sur l'excès de confiance de Trump et son plan, quoique des phrases tonitruantes ont été lancées que « la guerre est finie ». Tout peut basculer au détour, d'un pti attentat prémédité, pour que la douleur reprenne son cours. La menace est sur toutes les têtes.

Sorti, vaincu malgré l'ignoble génocide ; il lui sera difficile d'ingurgiter de bon goût ce résultat. Lui qui promettait de libérer tous les otages, de faire disparaître Hamas, de la démilitariser, de raser Ghaza, n'a finalement réussi qu'à rendre Ghaza en ruine. Les derniers otages sont libérés suite à un arrangement, une négociation d'égal à égal, Hamas et ses factions y sont encore quoi que sans nulle influence ni sur le cours du temps, ni sur le futur de la gestion territoriale.

Qu'a-t-il gagné en fait ? Faire connaître publiquement le calvaire d'un peuple pacifique, lui permettre soutien indéfectible par toutes les capitales populaires du monde. Le drapeau palestinien est devenu l'étendard le plus connu mondialement, il a flotté sur frontons, terrains, podiums, flottilles. C'est le symbole de liberté qu'arborent tous les jeunes, les indigènes et les hommes libres.

* UNE PAIX FRAGILE, UNE GUERRE EN SOURDINE :

Néanmoins, l'analyse des événements ne prédit pas la fin totale d'une hégémonie séculaire. Le plus dur reste à venir. La paix reste à faire et à refaire. Un cycle infernal.

Un homme nourri à la mamelle du pire, ne va pas s'arrêter là où il n'a rien réalisé comme aspirations. Le délire du grand Israël. S'il a accepté un cessez-le-feu, il va continuer sa guerre. Impossible que celle-ci va finir. Il y a beaucoup de paradoxes qui la bloquent. L'on peut en citer : les dispositions de la gouvernance de la bande dévolue à des personnalités étrangères, une puissance étrangère de stabilisation, l'éviction de Hamas dans sa composante actuelle, l'ignorance de l'autorité de Mahmoud Abbas, la désunion interne des mouvances palestiniennes, la fragilité de l'engagement des États arabes et surtout l'impuissance de l'ONU et la paralysie de son conseil de sécurité.

C'est dire, que pour asseoir une paix durable il faudrait aller aux profondes causes, et non se limiter à traiter les effets. C'est comme pour une pathologie, si l'on soigne uniquement la fièvre, on n'ira pas au fond de sa survenance.

* LE RÉVEIL DES ZIZANIES INTERNES :

Les deux folles années de feu ont eu tout de même, le mérite considérable d'avoir eu un consensus inter-factionnel de la résistance. Déjà que le fossé tant idéologique que stratégique entre l'Autorité et Hamas était assez large. Maintenant que la furie semble avoir cessé, voilà que vont apparaître au sein même des différentes corporations nationales des règlements de compte. Sans toutefois parler de ceux qui minent les courants politiques au sein même de la résistance. L'on parle déjà de confrontations entre milices et forces de l'ordre ou pouvoir civil. Du moins ce qui en reste.

D'une part, le rapport de force qui s'est instauré depuis l'arrivée de Trump au pouvoir n'est pas à l'identique de ses prédécesseurs. Ce rapport est imposé par la menace pour l'adhésion à un plan concocté génétiquement à Tel-aviv. « Vous signez ou c'est l'enfer ! » leur avait-il affirmé récemment. N'est-ce pas là, un nombrilisme égocentrique, qui ne force pas l'admiration ?

* LE CONTRE-EFFET DU DÉLUGE D'EL AQÇA :

D'autre part, le « déluge d'El Aqça » n'aurait rien rapporté en termes d'acquis supplémentaires, au plan des combats de terrain. Bien au contraire, le bilan final est plus dramatique que le résultat escompté par l'opération du 7 octobre. Destruction totale de la bande, l'exil et l'errance, les milliers de morts, les mutilés, l'accentuation de la pauvreté, la famine. Le conflit ne s'est pas contenté de ne se contenir qu'à l'intérieur, il s'est étendu à tous ceux qui, dans un temps, constituaient l'axe de la résistance. La Syrie est démantelée, affaiblie et inopérante. Le Liban dévasté et estro-

pié du principal bras d'assistance. Hizbollah carrément annihilé. L'Iran amoindri dans ses avancées nucléaires, mis au défi et sous étroite surveillance. Le Yémen vivote et se place continuellement en ligne de mire. Voilà la comptabilité pragmatique du 7 octobre, selon une lecture neutre, arithmétique, sans émotions. L'histoire démontrera un jour, s'il était judicieux de consentir ces sacrifices pour se voir après deux années, obligé de se retirer et remettre les otages. Néanmoins, la politique a ses controverses. Rien n'est permanent, tout se module selon le contexte et les exigences de l'heure. Hamas a bien fait de signer. Cela ne la déshabille pas, cependant de ses principaux idéaux. Ni réduire à néant l'acharnement de ses alliés dans le combat.

*HAMAS ET SES ULTIMES SOUBRESAUTS :

L'aisance d'action d'antan n'est plus de mise. Tout l'arsenal balistique est détruit. Plate-forme de lancement de missiles neutralisées. L'approvisionnement est coupé. La capacité de riposte, de défense, de positionnement est hors service. L'on ne peut lutter contre une armée des plus équipées du monde de surcroît épaulée par les grandes industries militaires. Même les tunnels, œuvre mythique et exceptionnelle ne se justifient plus et ne sont que des grottes éventrées. Il y a de ces circonstances où la volonté seule, sans perspicacité reste insuffisante, voire inutile.

Le mouvement a aussi perdu tout son entrain, en plus de ses leaders charismatiques, de Henya à Sinwar jusqu'à Abou Oubeida (il serait toujours en vie). Il n'en reste qu'un groupe de négociateurs, abrités au Qatar, pays de bons offices et qui a son tour n'a pas échappé aux attaques israéliennes. Le mouvement, devant l'hémorragie de son exécutif, s'est abstenu de désigner un chef. Il se gère sans commandement identifié. Une direction collégiale dit-on, de peur, que tout chef désigné ne puisse constituer, sans doute une cible privilégiée. En tous cas, Hamas a engrangé une victoire politique idéale pour la Palestine, tout en semblant la perdre sur le terrain. Sans pour autant permettre à Neten-yahu l'honneur de l'avoir gagnée à son tour.

*LE MÉRITE D'UN PEUPLE HÉROÏQUE :

Rien n'aurait été acquis, s'il n'y avait pas cette farouche détermination de la population ghazouie, à se fixer sur sa terre, malgré toutes les mesures coercitives pour la déraciner. Les citoyens ont péniblement patienté. Ils ont résisté à toutes les atrocités, jamais subies, en faisant de l'épreuve une source de courage. Les camps de regroupement, les tueries collectives et systématiques, la malnutrition criar-

de, l'insalubrité insupportable n'ont pu égratigner leur honneur ni les forcer à baisser du nez. C'est grâce à cette plurielle abnégation que des centaines de prisonniers palestiniens ont pu quitter les geôles, après tant de souffrance, de maltraitance et d'humiliation. C'est un peuple qui a subjugué, avec gloire l'ensemble de l'opinion internationale.

* LE PHARAON DU PROCHE-ORIENT :

Le sommet de Charm Echeikh revêt une seule importance, c'est qu'il a certifié le cessez-le-feu, il n'a pas instauré la paix. La présence de dirigeants ayant pignon sur la situation, sous la férule du président américain a donné plus d'épaisseur au consensus entre l'entité sioniste et Hamas. Sous statut d'invités d'honneur, ils sont là, comme témoins d'un acte qualifié d'historique « une nouvelle aube » et se portent, pour certains garants quant à son exécution. Le Qatar et l'Égypte, à vrai dire ont assez fait pour que cela se réalise. Trump, maître de céans, tel un pharaon des siècles modernes a bien voulu prendre les plus actifs, les plus près de la cause palestinienne, pour les mettre devant le fait accompli. Il n'a pu alors faire assister Neten-yahu, devenu indésirable et détesté à travers le monde entier. Pour lui, ce sommet est un schow où il est aisé de démontrer sa capacité à dénouer les obstacles qui ne l'arrangent pas. D'affirmer son leadership. Ce sommet n'a pas pour but de négocier les clauses du plan Trump, ni d'y apporter des correctifs. C'est une simple cérémonie de couronnement. Une séance protocolaire pour parapher, de facto un contrat d'adhésion.

LE PROBLÈME DE LA SOLUTION DES DEUX ETATS :

Énormément de pays de la communauté internationale ont reconnu l'Etat de Palestine. Néanmoins Israël et les États-Unis s'y opposent. Le sommet de Charm Echeikh a bien zappé cette alternative. Encore que, ni la Cisjordanie, ni le Golan n'ont été évoqués. Seul le président égyptien, entre autres a tenu à clamer l'Etat palestinien, avec une conviction salutaire pour la stabilité de son pays. Sans cette solution le conflit ne connaîtra aucune issue. Un travail gigantesque est donc attendu de tous. Reconnaître un État, sans lui reconnaître un territoire souverain et un pouvoir autonome reflète une position inachevée. Un exercice politique de scène. Tout le problème de cette région passe par la solution de deux États. L'on ne peut trop tergiverser avec la vérité. L'on ne peut trop acquiescer l'injustice. Et ce ne sera pas à un sommet bonnement trituré, servi de complaisance, de prétendre cacher le visage criminel d'un occupant, voilà dévoilé à tout le monde.

Gaza : le parfum entêtant de la duperie

Par Laïla Bechetoula

PROLOGUE — QUAND LA PAIX DEVIENT UNE MISE EN SCÈNE

Il y a des silences qui sentent la paix... et d'autres qui sentent la poudre. Le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, annoncé à grand renfort de caméras depuis Sharm el-Sheikh, appartient à la seconde catégorie. Moins de vingt-quatre heures après la proclamation solennelle d'un « nouveau départ », sept Palestiniens sont tués dans deux frappes israéliennes — l'une à Shejaiya, l'autre près de Khan Younis — pendant qu'ils tentaient simplement de retourner vers leurs maisons pulvérisées. Le rideau n'a même pas eu le temps de tomber que la tragédie reprenait, implacable.

I. LE PIÈGE NARRATIF D'UN Cessez-le-feu «HISTORIQUEMENT HISTORIQUE»

Le décor est grandiose : Donald Trump entouré de dirigeants égyptiens et israéliens, des mots choisis pour entrer dans les manuels d'histoire — «Phase 1», «Phase 2», «reconstruction». La mise en scène est parfaite.

Mais la réalité est brutale : ce cessez-le-feu n'est ni historique ni solide. C'est une trêve instrumentalisée où chaque camp prépare la prochaine bataille, pendant que l'opinion mondiale est invitée à admirer le spectacle diplomatique.

Le lendemain de l'accord, Israël annonce réduire de moitié le flux d'aide humanitaire vers Gaza — 300 camions au lieu des 600 prévus, et zéro litre de carburant en dehors des in-

frastructures humanitaires essentielles». Une décision justifiée par la lenteur supposée du Hamas à restituer les corps de 24 otages restants. On appelle cela un cessez-le-feu ; en vérité, c'est une continuation de la pression par d'autres moyens.

II. L'ÉCHANGE D'OTAGES : HUMANITÉ OU LEVIER POLITIQUE ?

La libération de 20 otages israéliens vivants, accueillis comme des héros à Tel-Aviv, a bouleversé les écrans du monde entier. Mais ce récit humanitaire en cache un autre : la non-restitution de 24 corps, utilisée comme argument pour restreindre l'aide humanitaire et durcir les conditions de la trêve. Ce qui est présenté comme un «échange» équilibré est en réalité asymétrique — un levier politique et diplomatique entre les mains de Tel-Aviv et de Washington.

III. LA RECONSTRUCTION CONDITIONNELLE : UNE VASSALISATION DÉGUISÉE

Trump a parlé de «reconstruction immédiate». Mais dans les détails de son plan, la condition numéro 1 est limpide : le désarmement total du Hamas, préalable à tout chantier. Pas un mot sur la souveraineté palestinienne. Pas un mot sur la levée du blocus. Pas un mot sur la justice ou le droit au retour. On propose à Gaza de renaître... mais sous tutelle. De se reconstruire... mais dans le cadre d'un projet géopolitique défini ailleurs.

La paix est ici une offre conditionnelle, presqu'un contrat de soumission. Le marteau

n'est plus seulement militaire : il devient économique, diplomatique, narratif.

IV. DES PRÉCÉDENTS LOURDS DE SENS

Ce scénario n'est pas inédit. En juin 2024, lors de l'opération dite de Nu-seirat, 276 Palestiniens sont tués pour libérer 4 otages selon les autorités locales (contre moins de 100 selon l'armée israélienne). Ce précédent montre que la vie palestinienne est souvent reléguée au rang de variable d'ajustement, et que les récits humanitaires sont utilisés comme justifications d'opérations à haut coût civil.

V. LA RHÉTORIQUE MÉDIATIQUE : ENTRE ANESTHÉSIE ET ASYMÉTRIE

Les grands médias occidentaux jouent un rôle déterminant : ils personnalisent les victimes israéliennes (noms, visages, récits), tandis que les Palestiniens sont souvent réduits à des chiffres.

Une étude récente (Université Columbia, 2025) a montré que dans 78 % des articles de presse anglo-saxons, les Palestiniens sont présentés de façon statistique, tandis que 85 % des victimes israéliennes sont décrites individuellement.

C'est ainsi qu'on fabrique une empathie sélective, qui prépare l'opinion à accepter l'inacceptable.

VI. CE QUI SE JOUE VRAIMENT

Sous les mots «paix», «reconstruction» et «négociations», ce qui se joue est d'une clarté crue :

- La normalisation d'un état de siège maquillé en transition pacifique.
- L'instrumentalisation des otages comme outil de pression.
- L'économie de la reconstruction comme nouveau terrain de contrôle.
- La fabrication d'un récit dominant, qui efface l'asymétrie historique et humaine.

Ce cessez-le-feu sent mauvais, non pas parce qu'il n'y aurait pas d'espoir de paix, mais parce qu'il habille la domination d'un costume diplomatique.

VII. UN AVERTISSEMENT AU MONDE

Accepter cette narration, c'est accepter que la paix devienne une marchandise politique, que les morts soient des chiffres négociables, et que la souveraineté soit un luxe réservé aux puissants.

L'Histoire jugera non pas les poignées de main sous les projecteurs, mais la vérité vécue par les populations sous les drones et les blocus.

Il est temps que les médias, les sociétés civiles et les États refusent de participer à cette supercherie narrative. Il est temps de regarder au-delà du rideau.

ÉPILOGUE — DANS LE DÉSERT DE LA DIPLOMATIE SPECTACLE

Le véritable parfum de ce cessez-le-feu n'est pas celui d'une paix retrouvée, mais celui — entêtant — d'une grande duperie soigneusement chorégraphiée.

À Gaza, le silence qui suit la trêve n'est pas une promesse. C'est une respiration entre deux tempêtes.

Robert Badinter. Un juste ? Pas si sûr...

Par Djamel Labidi

C'est un des symptômes d'une pensée qui se veut unique. En réalité, les grands hommes, dans l'Histoire, n'ont jamais fait l'objet de consensus. Et c'est une preuve de santé d'une société d'avoir toujours des iconoclastes. Rien n'est plus dangereux, dans un pays qui se veut libre, d'être contraint au conformisme. Ce sont toujours des signes de dictature intellectuelle et d'un totalitarisme rampant.

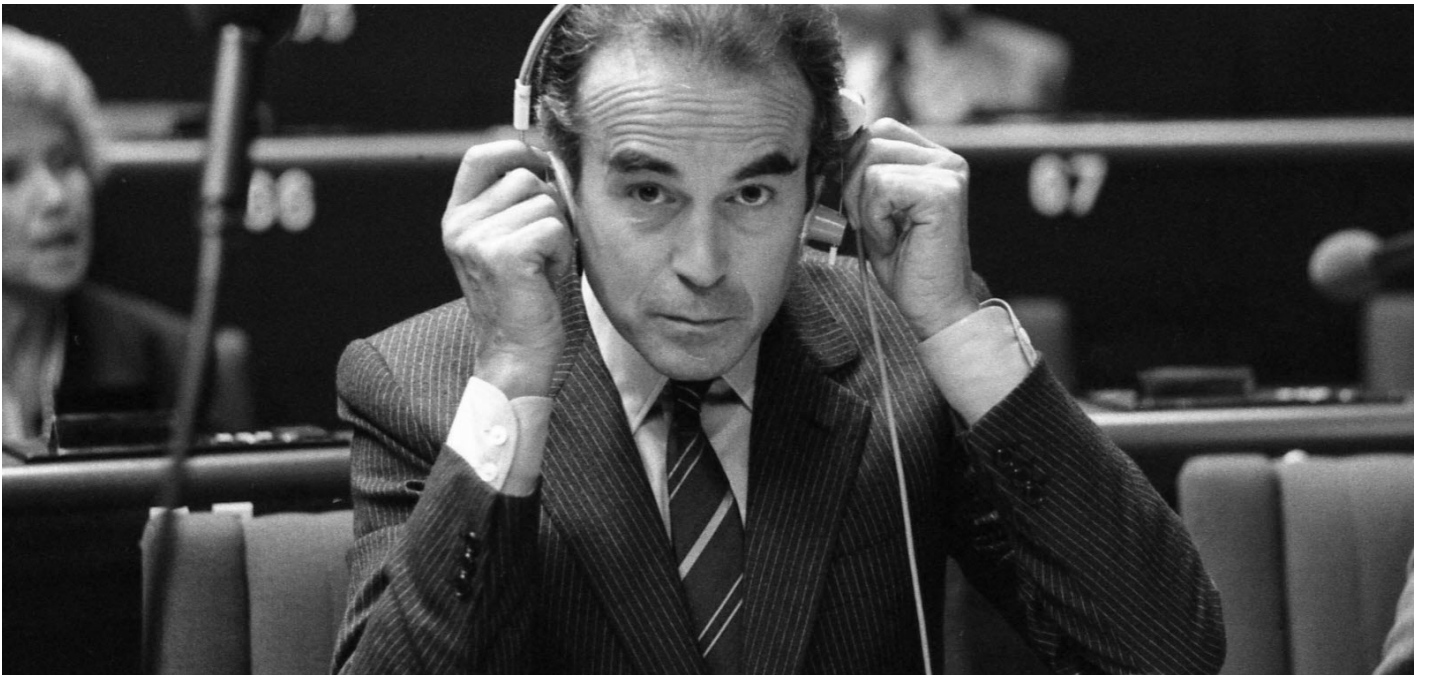
L'homme, Robert Badinter, est certes d'une stature particulière. Il est connu pour avoir été l'artisan en France de l'abolition de la peine de mort. Il y a un proverbe arabe qui dit: «*Quand quelqu'un meurt, ses jambes s'allongent*», pour ironiser sur le concert de louanges qui s'élèvent toujours devant la dépouille d'un défunt. Personne n'est parfait. J'aurais des bémols, trois en l'occurrence, à mettre sur la vision qu'on donne de cette personnalité. Le premier concerne le caractère novateur et exceptionnel donné à l'action de Robert Badinter en faveur de l'abolition de la peine de mort. Elle est présentée à l'opinion comme une première, comme un événement historique aussi bien en France que dans le monde. En fait, beaucoup de pays, avant, avaient aboli la peine de mort. La France apparaissait même en retard sur la question. La Toscane a aboli la peine de mort en 1786, l'Autriche l'a fait en 1787, puis rétablie puis supprimée définitivement en 1950 pour les crimes de droit commun puis en 1968 pour tous les crimes, Le Portugal l'a abolie en 1867, les Pays Bas en 1870, l'Allemagne de l'Ouest en 1949, et en 1970, la Finlande, la Suède, le Danemark, le Luxembourg. Dans d'autres pays, comme la Suède, les exécutions avaient cessé. Et tous ces pays l'ont fait sans tambour ni trompette et sans immortaliser ceux qui avaient eu le mérite de le faire. Il faut donc relativiser.

L'AFFAIRE DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le deuxième bémol concerne une affaire qui avait défrayé la chronique et dans laquelle Roger Badinter était fortement intervenu. Il s'agit de l'affaire Dominique Strauss-Kahn. Celui-ci est arrêté le 14 mai 2011 à New-York, à la suite d'une plainte pour «tentative de viol et séquestration» portée contre lui par une femme de chambre de l'Hôtel Sofitel de New York, Nafissatou Diallou, une afro-américaine d'origine guinéenne.

Dominique Strauss-Kahn était le candidat à la présidentielle de forces très influentes, dans lesquelles se trouvaient son ami proche Robert Badinter. Strauss-Kahn avait exprimé

Le 9 février 2024. Badinter quittait ce monde. En France, l'hommage a été alors unanime. Tous les medias le célèbrent. Un hommage national lui est rendu, à Paris, aux Invalides. Le 9 octobre 2025, il entre au Panthéon. Ce genre de consensus, où la politique prédomine, pose toujours problème.



clairement et fortement son attachement à Israël. L'établissement, les médias lourds, les instituts d'opinion, le soutenaient totalement et menaient une campagne intense en sa faveur. L'enjeu était donc de taille. Dominique Strauss-Kahn était à deux doigts du pouvoir, comme candidat largement en tête des sondages à l'élection présidentielle. Et pourtant, toute cette construction va s'écrouler. L'Histoire fait toujours des siennes.

Robert Badinter va défendre Dominique Strauss-Kahn inconditionnellement contre l'accusation d'agression sexuelle. C'est ainsi, par exemple, que sur le plateau de France 2, le 19 mai 2011, lui, l'homme de gauche, membre du parti socialiste, ministre socialiste, celui qui a fait abolir la peine de mort, un juste parmi les justes, va s'écrier, qu'il se méfie d'autant plus des juges américains qu'ils sont élus, qu'ils auront donc tendance à vouloir plaire au peuple, et que les jurys populaires américains auront, eux, tendance à vouloir se payer un homme riche et puissant. Et il ajoute, qu'il pense avant tout à l'épouse de Dominique Strauss-Kahn, Anne Sinclair, à sa famille. Lorsqu'il s'arrête de parler, il est trop tard: il comprend, au silence glacé du plateau, qu'il

est allé trop loin. L'un des présents lui dit alors «*Mais vous n'avez pas eu un seul mot pour la victime*». 13 ans après, il n'aura pas aussi un mot pour les victimes de Gaza.

GAZA ET BADINTER

C'est là le troisième bémol, et peut-être le plus préoccupant. Cela se passe le 17 novembre 2023 sur la chaîne d'information LCI. Robert Badinter, l'ancien ministre de la Justice, le père de la loi ayant aboli la peine de mort en France semble ne plus être le même... lorsqu'il s'agit des palestiniens. Aucun mot pour condamner les bombardements sur Gaza, c'est-à-dire la condamnation à mort anticipée et exécutée de dizaines de milliers de palestiniens, de milliers d'enfants, de femmes, de vieillards. Il réserve toute son indignation à Hamas, qu'il dénonce comme «*organisation terroriste*». Et lui, l'intellectuel si admiratif de «la France des lumières», va reprendre alors, comme discours idéologique, le récit fantastique biblique d'une terre mythique d'Israël, de la dispersion des juifs après la conquête de la Palestine par les Romains, et de leur retour sur cette terre. Lorsqu'on lui fait observer le

danger que représente ces bombardements sanglants israéliens pour une paix future et une éventuelle réconciliation entre palestiniens et israéliens», il dit laconiquement que «*la réconciliation s'est bien faite entre l'Allemagne et la France*». Mais s'est-elle faite entre les juifs et les nazis ? De telles incohérences laissent songeur.

Robert Badinter est très représentatif de cette intelligentsia juive française qui s'est toujours rattachée à une pensée rationaliste, à vocation universelle et humaniste, aux antipodes des étroitesse identitaires; Il avait acquis pour cela respect et considération. On peut être inquiet de constater comment une partie de cette intelligentsia a pu se laisser entraîner dans un délire identitaire, rejoignant même les thèmes centraux du sionisme. Le sentiment d'identité juive serait-il si écrasant chez certains, qu'il peut éroder en eux la vision humaniste, le sentiment d'universalité, et ceci même chez quelqu'un ayant le parcours de Robert Badinter. Heureusement qu'il existe chez d'autres, le sentiment exactement inverse, avec une identité juive vécue, au contraire, comme une exigence d'universalisme. Puissent-ils être de plus en plus nombreux.

Le Nobel de la comédie politique

Par Salah Lakoues

L'opposante et ex-députée vénézuélienne Maria Corina Machado, partisane de l'intervention militaire étrangère contre son propre pays, a reçu le prix Nobel de la paix 2025 pour avoir «maintenu la flamme de la démocratie allumée dans une obscurité grandissante».

En attribuant le prix Nobel de la paix 2025 à Maria Corina Machado, figure de l'opposition vénézuélienne alignée sur la droite américaine, le comité norvégien a confirmé que le Nobel n'est plus le prix de la paix, mais celui de la convenance politique.

À l'heure où plus de 15 000 enfants de Gaza ont été tués et plus de 36 000 blessés, souvent amputés, privés d'eau, de soins et d'avenir, ce choix sonne comme une insulte à la conscience universelle.

UNE MISE EN SCÈNE DE LA PAIX

Le prix Nobel de la paix devrait récompenser ceux qui apaisent les conflits, pas ceux qui confortent les alliances. Mais depuis plusieurs années, il s'est transformé en instrument diplomatique, distribué selon les intérêts géopolitiques du moment.

En choisissant Maria Corina Machado, le comité norvégien n'a pas célébré la paix — il a salué la conformité idéologique.

Cette figure de l'opposition vénézuélienne,

qui a publiquement soutenu Donald Trump et n'a jamais caché sa proximité avec les courants ultralibéraux, n'a rien d'une militante pacifiste. Son discours s'inscrit dans la vieille logique de la «liberté sous tutelle», chère à Washington. Ce Nobel n'est pas une récompense pour la réconciliation des peuples, mais une reconnaissance politique pour services rendus à l'Occident.

L'OMBRE DES ENFANTS DE GAZA

Pendant ce temps, à Gaza, les enfants meurent en silence. Selon les dernières données des organisations humanitaires, plus de 15 000 enfants ont perdu la vie, 36 000 autres ont été blessés, souvent amputés à cause du manque de matériel médical et de l'effondrement du système de santé. Des milliers d'entre eux vivent désormais avec des prothèses de fortune, sans traitement, sans suivi psychologique, sans école.

Attribuer le Nobel de la paix aux enfants de Gaza aurait été un acte de réparation morale, un geste de justice universelle. Cela aurait montré que, malgré la géopolitique et les alliances, il existe encore une conscience humaine capable de reconnaître la souffrance innocente. Ce choix aurait redonné au Nobel son sens originel : sanctuariser la vie contre la barbarie.

Mais l'Occident a préféré détourner le regard. Il s'est réfugié derrière ses discours humanitaires tout en continuant à soutenir, politiquement ou militairement, ceux qui bombardent les civils. La paix devient alors

un mot creux, un alibi moral pour des politiques de puissance.

LE CYNISME COMME VERTU

L'ironie est totale : à ce stade, le comité Nobel aurait aussi bien pu attribuer le prix directement à Donald Trump. Cela aurait eu le mérite de la cohérence. Car sous les apparences de la neutralité, le Nobel 2025 consacre la même logique : celle du calcul politique.

On prétend honorer la paix tout en fermant les yeux sur les crimes commis au nom de la sécurité. On célèbre la «liberté» à Caracas mais on ignore les charniers de Khan Younés. On condamne la violence quand elle vient d'un ennemi, et on la justifie quand elle sert un allié. C'est la diplomatie du deux poids, deux mesures — celle qui a tué la crédibilité morale de l'Occident.

LE DEVOIR MINIMAL DE L'HUMANITÉ

Il existe pourtant un minimum d'humanité que le monde occidental pourrait encore assumer : soigner les enfants blessés de Gaza. Leur offrir des prothèses, une rééducation, un avenir.

Ces enfants mutilés par la guerre ne réclament ni vengeance ni discours. Ils demandent simplement de vivre.

La plus élémentaire des morales, celle qui devrait transcender les camps, impose que l'on tende la main à ces survivants. L'Europe, qui se targue d'être le berceau des droits de

l'homme, ne peut pas continuer à prêcher la paix tout en laissant mourir des enfants sans jambes, sans bras, sans école et sans espoir.

Le Nobel aurait pu être ce sursaut d'humanité. Il n'aura été qu'un reflet du cynisme dominant.

LA FAILLITE MORALE DE L'OCCIDENT

En refusant de reconnaître Gaza, le comité Nobel révèle une vérité crue : l'Occident ne croit plus à ses propres valeurs. Il parle d'universalisme, mais il choisit ses victimes et ses héros selon la géographie des alliances. Le monde du Sud le voit, le comprend et s'en souvient.

Cette hypocrisie est en train de détruire ce qu'il restait du prestige moral de l'Europe. Les enfants de Gaza n'auront pas de cérémonie à Oslo. Pas de discours, pas de médailles. Ils n'auront que le silence du monde, le vacarme des bombes, et les promesses trahies des droits de l'homme.

Mais leurs visages, leurs blessures et leur dignité hanteront longtemps la conscience universelle bien plus que les applaudissements polis des chancelleries.

LA PAIX N'EST PAS UN SPECTACLE

Ce Nobel 2025 restera comme le prix de la comédie politique. Il ne récompense pas la paix, mais la narration confortable d'un monde qui se ment à lui-même. Car la paix n'est pas un discours. Elle est un acte. Et dans ce monde brisé, ce sont les enfants amputés de Gaza qui en portent la preuve vivante.

17 Octobre 1961

Les martyrs algériens au Panthéon de l'Histoire

Légitimement, nous devons nous interroger sur ce qui s'est passé ce jour là, le 17 octobre 1961 à Paris.

Quel a été le nombre de corps d'Algériens et d'Algériennes littéralement avalés par la Seine ?

Jetés de sang froid par les forces de l'ordre de l'époque, après avoir été massacrés. Souvent, ces corps portaient des traces de strangulations.



Par Ammar Koroghli*

Parmi ces victimes : Saïd Alilou, Mabrouk Yousfi, Ahmed Khelifi, Mohamed Khadraoui, Abdelaziz Baal, Miohamed Farès, M'Hamed Lam chaichi, Saïd Boukrif, Abdelmadjid Gacem, Hocine Milizi, Saïd Hadji Ali, Mohamed Saïd Ould Saïd... D'où venaient ces Algériens et Algériennes : de Paris 18^e et quartier latin-, Montreuil, Nanterre, Porte de Champerret, Porte de la Villette, Argenteuil... Le nombre de morts ? 140 selon les services de l'Inspection générale de la police ; entre 200 à 327 selon la Fédération de France du FLN. Mais aussi, officiellement : 9260 Algériens furent détenus : 6600 au Palais des Sports ; 860 à Vincennes ; 1800 au stade de Coubertin et ailleurs.

Et pourtant que réclamaient alors nos compatriotes au pays des droits de l'homme ? « A bas le couvre-feu. Négociez avec le GPRA. Vive le FLN. Indépendance de l'Algérie ». La France pouvait comprendre ces slogans scandés de façon pacifique, elle qui a subi l'occupation nazie et qui proclame su ses frontons « Liberté. Egalité. Fraternité »... Dès leur descente des cars, ils étaient accueillis pas des « Sale race », « rats », « bicots » avec force frappes à coups de poing, de pied, de crosse, de nerfs de bœuf ; furent également utilisés les supplices de l'eau, de l'emplacement sur une bouteille, de l'électricité... La chasse au faciès eut lieu ce jour là au pays des droits de l'Homme.

« Il m'a été pénible d'assister à des actes indignes d'êtres civilisés... des actes d'une bestialité révoltante ont été commis de propos délibéré par des policiers. Le nombre de doigts écrasés, de côtes enfoncées et de fractures du crâne ne se compte plus... Je ne m'attendrai pas sur ce sinistre tableau d'une sauvagerie inouïe » (Joseph Gommenginger, gardien de la paix), (1). Un autre témoignage d'un médecin militaire français :

« L'entrée du stade franchie, c'est une vision d'horreur à laquelle, naïvement, je ne m'attendais pas. L'impression est celle d'un troupeau de bestiaux parqués dans un espace trop étroit (...). Le commissaire principal m'a avoué qu'il n'avait jamais vu ses hommes se déchaîner avec une telle sauvagerie... »

Comment vivaient ces victimes ? Souvent en tassées dans de vieux hôtels de la région parisienne. J.L. Einaudi rapporte que : les plus favorisés ont une chambre pour deux, mais il n'est pas rare que quatre garçons s'entassent dans une même pièce. Certains vivent ainsi depuis dix ans. D'autres encore occupent le même lit à deux : l'un le jour, l'autre la nuit, selon leurs horaires de travail. Et il relate comment des cars de police s'arrêtent devant ces hôtels, les occupants des chambres sortent pour stationner dans les couloirs et les escaliers pour qu'il soit procédé aux fouilles et aux perquisitions.

Certains médecins, nous dit-il, ont aménagé deux salles d'attente à leur cabinet : l'une pour les Français, l'autre pour les Algériens !

Et il en eut qui reçurent à des menaces de mort pour avoir ausculté des Algériens victimes de sévices et de leur avoir délivré des certificats médicaux. Et ces victimes de l'arbitraire étaient repérées au faciès ; leurs papiers ne leur étaient pas demandés dès lors qu'apparaissaient des individus aux cheveux frisés et au teint basané. De l'hostilité à l'état pur.

Méthodiquement et de sang froid, les victimes étaient jetées par-dessus le pont après avoir été systématiquement frappées à coups de matraque et de nerfs de bœuf. Faut-il s'étonner dès lors qu'il y eut du sang partout, sur le pont, comme sur un vrai champ de bataille ?

J.L. Einaudi, citant le New York Herald Tribune du 19 octobre 1961, rapporte l'anecdote suivante : Joseph Pomerleau, touriste américain, les cheveux noirs et une fine moustache. Vers 21 heures 30, en sortant de son hôtel, près de Solferino, il se retrouve avec un pistolet braqué sur lui... Collé sur un mur, il est matraqué. Quand il rentre à son hôtel, il lui manque 50.000 francs. Le lendemain ; au commissariat, on lui dira : « Vous feriez mieux de quitter le pays. Vous ressemblez trop à un Algérien »...

Plus dramatique, l'histoire de Fatima Bedar, adolescente de 15 ans, née à Bougie, qui ne rentra pas à la maison ce soir là. Le 31 octobre, on retrouvera le corps de Fatima, noyée, dans le canal de Saint-Denis... Elle ne rentrera plus. De ce jour où eût lieu la barbarie au grand jour, en témoigne également un Algérien, M. Ahmed Djoughbal : « Le policier, fou de haine et voyant que nous étions solidaires même devant la mort, a porté un coup de matraque si terrible, oui si terrible que le cerveau de mon pauvre compagnon m'a éclaboussé la figure. Je n'ai pu entendre qu'un râle d'agonie, le frère martyrisé est mort dans mes bras. Voyant cela, le policier m'a asséné un dernier coup sur la nuque. Avant de tomber dans l'inconscience, j'ai entendu dire le policier Ils sont morts, balance-les ! »⁽²⁾.

Face à cette tragédie, plusieurs personnalités et journaux s'offusquèrent de cette attitude peu commune en matière d'inhumanité ; ainsi, pour P. Vidal-Naquet : On aboutit à autre chose épouvantable dont certains d'entre nous se souvien-



ment encore avec honte, au pogrom anti-algérien du 17 octobre 1961, aux Algériens jetés dans la Seine, pendus dans les bois... Pour D. Mayer, ancien président du Conseil de la Résistance, a écrit dans Les Cahiers de la République : Le racisme dont les musulmans sont l'objet dans la vie quotidienne est fort ancien (...). A partir du moment où l'on accepte que, devant soi, sans que l'on proteste, il soit dit « raton » ou « bicot » pour Arabe, on accepte Auschwitz et les fours crématoires. Pour les Temps Modernes, sous le titre « La bataille de Paris » : Avec Papon, nous n'avons plus que le visage nu de la haine raciste (...). Alors, froidement, il a donné le signal du pogrom, il a couvert la ratonnade.

Dans un Appel contre la barbarie, la revue Esprit s'indigne : « Ce qui se passait quotidiennement à Alger s'est donc produit à Paris, et la Seine charrie les frères des cadavres qui dorment au fond de la baie d'Alger ». M. Eugène Claudius-Petit (alors vice-président de l'Assemblée nationale) a pu dire, s'adressant à M. Roger Frey (alors Ministre de l'Intérieur) : Nous vivons ce que nous n'avons pas compris que les Allemands vivaient quant Hitler s'est installé. M. Hervé Bourges, dans Témoignage chrétien a pu alors écrire : « Oui, c'est une rude leçon que viennent de nous donner les Algériens de Paris.

Rude leçon parce que jamais ils ne seraient descendus dans la rue si nous, journalistes, avions su mieux informer une opinion chloroformée des réalités d'une guerre qui s'est établie sur notre sol... En 1936, dans l'Allemagne hitlérienne, Himmeler expliquait aux Juifs que les ghettos avaient été créés de manière à assurer leur protection. En 1961, M. Papon assure les musulmans que les mesures du couvre-feu ont été prises dans

leur propre intérêt ». Pour Michel Winock : « Pour la légende du gaullisme, le silence de l'Elysée en ces jours-là est resté comme une meurtrissure » (Le Monde du 19 juillet 1986). Et, selon, Michel Levine (qui a sans succès tenté de consulter les registres de l'Institut médico-légal pour l'année 1961 en 1987, il écrit que dans les Mémoires du général de Gaulle, on chercherait vainement trace du 17 octobre 1961 (2).

Dans son éditorial, Le Populaire (journal du parti socialiste SFIO), Claude Fuzier mentionne : Les visages de la haine et du racisme que beaucoup ne voulaient pas voir, enrobés qu'ils étaient de leur bien être et de leur civilisation... Et, comme le dit Robert Badinter, avocat : Ce qu'il reste maintenant de cela, ce sont les témoignages, ce sont les photos, ce sont les rappels qu'on me fait, à moi, lorsque je quitte notre pays et que je vais dans une conférence internationale de juristes où l'on me dit : chez vous aussi, ça a eu lieu à Paris, ces crimes-là », et je me tais. Devons-nous nous taire quant à nous Algériens ? Certainement pas. Notre mémoire collective en souffrirait. La raviver constamment pour dire plus jamais ça et afin que nul n'oublie les martyrs du 17 octobre 1961 à jamais éternels dans le Panthéon de l'Histoire.

*Avocat-auteur Algérien (koroghli.online.fr)

Notes :

1/ J.L. EINAUDI La bataille de Paris. 17 octobre 1961 (ouvrage dont s'inspire ma contribution, notamment concernant les citations).

2/ Michel LEVINE Les ratonnades d'octobre ; Mehdi LALLAOUI Les Beurs de Seine ; Michel LEVINE Les ratonnades d'octobre ; Jacques PANIUEL Octobre à Paris et Paulette PEJU Ratonnades à Paris (film).

Flottille de la liberté : torturés, humiliés... et emprisonnés dans le désert

Par Berkane Larbi

Les rescapés de la flottille internationale dénoncent des traitements inhumains infligés par l'armée israélienne et évoquent l'existence de prisons secrètes en plein désert où des Palestiniens sont détenus depuis des années, sans jugement.

Les témoignages se multiplient depuis le retour des participants de la Global Sumud Flottille, interceptée début octobre par la marine israélienne alors qu'elle naviguait en eaux internationales. Des récits effarants émergent : violences physiques, privations, humiliations et torture. Parmi les victimes figurent Rémy Pagani, ancien maire de Genève, Ada Colau, ex maire de Barcelone, ainsi que des députés européens, journaliste et militants humanitaires.

Rémy Pagani parle d'un traitement « indigne d'un État qui se dit démocratique » : menotté, les yeux bandés, privé d'eau pendant des heures.

D'autres témoins évoquent des passages à tabac et des insultes racistes répétées.

Les prisons du désert : l'autre visage de la détention israélienne

Mais au-delà de ces témoignages récents, plusieurs rescapés évoquent un fait encore plus inquiétant : l'existence de prisons israéliennes cachées dans le désert du Néguev, où des centaines de Palestiniens sont détenus sans la moindre procédure judiciaire, parfois depuis plus de dix ans.

Privés de contact avec leurs familles, sans avocat ni procès, ces prisonniers vivent dans des conditions extrêmes, isolés du monde. Des témoins européens affirment avoir aperçu lors de leur transfert « des prisons entourées de sable et de barbelés, au milieu de nulle part ».

Silence diplomatique et indignation sélective

Ce qui indigné le plus les observateurs, c'est le silence des chancelleries européennes.

Alors que les participants étrangers de la flottille ont été libérés en quelques jours, des milliers de Palestiniens demeurent emprisonnés sans procès, parfois pour de simples opinions politiques. Un contraste qui illustre une fois encore le double standard occidental : indignation immédiate lorsqu'il s'agit d'autres pays, silence pesant quand il s'agit d'Israël.

Des ONG comme Amnesty International et Human Rights Watch réclament une enquête indépendante sur les traitements infligés aux militants et sur le sort des prisonniers palestiniens.

Un appel à la conscience du monde

Les survivants de la flottille, encore sous le choc, appellent la communauté internationale à rompre le silence. « Nous avons vu la souffrance, nous avons vu la vérité... et le silence tue », déclare l'un d'eux, la voix brisée. Leur témoignage, au-delà du drame humain, rappelle une évidence : l'humanité ne peut rester spectatrice de l'injustice.

Bibliographie – Flottille de la liberté

Amnesty International. (2025, 6 octobre). Israël «brazen assault» on Global Sumud Flotilla and detention of dozens of crew members unlawful. Amnesty International UK. <https://www.amnesty.org.uk/press-releases/israels-brazen-assault-global-sumud-flotilla-and-detention-dozens-crew-members>.

Amnesty International. (2025, 7 octobre). Israël unlawful interception of Global Sumud Flotilla illustrates its determination to continue starving Palestinians in Gaza. Amnesty International.

The Guardian. (2025, 6 octobre). Gaza flotilla members allege beatings and insults in Israeli detention. The Guardian.

Associated Press (AP). (2025, 6 octobre). Activists detained after Gaza flotilla Report physical abuse and medical neglect. AP News.

Reuters. (2025, 7 octobre). Greta Thunberg alleges torture in Israeli detention after Gaza flotilla arrest. Reuters Connect.

Quand le blé tendre s'impose en intrus squatteur de terroirs algériens de prédilection du blé dur !

Que faire pour rétablir l'ordre naturel des choses ?

Par Mahmoud Chabane*

Dans une de mes contributions consacrées à la souveraineté alimentaire de notre pays, intitulée « décolonisation de notre agriculture : un acte majeur de notre souveraineté nationale¹ » j'avais relaté, de manière succincte, les principales phases qui ont marqué notre agriculture, ébauché et soumis à débat un certain nombre de propositions jugées pertinentes pour passer d'une agriculture au service de la puissance coloniale à celle destinée au peuple Algérien.

Dans le sillage de la série de contributions que j'avais rédigées pour développer les propositions formulées au titre de cette dernière afin de leur donner une forme opérationnelle, j'ai jugé utile de traiter la question primordiale du blé dur pour alerter sur l'impérieuse nécessité de le remettre au centre de la stratégie de réalisation de notre indépendance alimentaire sécurisée.

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet de la présente contribution qui se veut être le prolongement de cette dernière, il m'est apparu utile de rappeler (i3ada ifada, dixit nos ascendants) que l'impérialisme français, en prenant le risque d'engager son armada pour envahir des contrées lointaines, parmi elles notre pays, n'avait pas entrepris une telle aventure, très coûteuse en vies humaines, en moyens matériels et financiers..., pour aller civiliser, par philanthropie disait-il, des sauvages, mais bel et bien pour réaliser ses ambitions expansionnistes et hégémoniques, n'en déplaise à ses chantes.

Pour s'emparer d'un pays en vue d'exploiter ses richesses naturelles et soumettre ses habitants, appelés avec mépris : indigènes sauvages, les stratégies colonialistes français avaient considéré qu'il leur suffirait de tenir ces « sauvages » par le tube digestif et les plonger dans l'obscurité totale pour les dominer. Pour cela, ils ont entrepris avec la sauvagerie qui les caractérise de :

1 - Semer à la volée la famine en détruisant systématiquement les structures agraires mises en place patiemment depuis des lustres par les autochtones, pour s'accaparer de leurs terres les plus fertiles et de l'eau. Et pour réaliser cet objectif criminel, ils ont promulgué la loi portant « Sénatus consult » et la loi Warrier, de sinistre mémoire.

2 - Effacer l'autre, en détruisant systématiquement tout ce qui rappelle sa présence sur cette terre, sa culture ancestrale, et en fermant ses écoles en place. Il faut dire que le sort dramatique réservé par les empires anglais et espagnol aux populations indigènes des Amériques, a sûrement inspiré les impérialistes français pour élaborer leur mode opératoire d'un « parfait » colonisateur.

Sur les terres spoliées aux indigènes, ils ont installé un plan de culture complémentaire à celui de la métropole orienté vers l'exportation de produits agricoles de qualité pour améliorer qualitativement et quantitativement le menu de la bourgeoisie française. Parmi les cultures introduites à cette fin par la France coloniale en Algérie, il y a lieu de citer à titre indicatif: le blé tendre installé sur une sole estimée à environ 1.600.000 ha, la vigne à vins implantée sur environ 400.000 ha, les agrumes à hauteur de quelques 159.000 ha, le maraîchage primeur et l'arboriculture fruitière occupant le reste des terres spoliées dont la superficie avoisine les 3 millions d'hectares.

Ce qu'il faut savoir aussi c'est que l'essentiel de ces superficies étaient occupées avant la colonisation « civilisatrice », par les cultures de blé dur et d'orges, des espèces végétales endémiques constituant la base de notre alimentation. Pour rappel : les armées de Napoléon envoyées guerroyer dans des contrées lointaines pour étendre son empire furent approvisionnées en blé dur par l'Algérie que la

France n'a toujours pas payé. Parmi les conséquences et les méfaits innombrables de l'odieuse colonisation française ayant impacté durablement notre pays, il m'est apparu utile de n'en citer que deux qui ont un rapport direct avec notre souveraineté alimentaire. Le modèle de consommation, basé essentiellement sur la semoule de blé dur et de l'orge, (des cultures endogènes adaptées aux terroirs), est pollué par l'introduction dans notre alimentation de produits correspondant à la culture française. Le plus emblématique de ces produits reste sans conteste la baguette de pain dite la « parisienne » faite à base de farine de blé tendre. Indépendamment de ce qu'elle représente dans la culture française, cette baguette garde toujours son statut d'étendard du néocolonialisme français.

Pour avoir une idée sur l'importance stratégique de cette dernière dans l'entreprise de colonisation, il m'est apparu utile de rappeler ici des propos qu'aurait tenus un homme politique français répliquant à un fanatique partisans de l'Algérie française qui lui aurait reproché d'avoir trahi le sang des jeunes français morts pour l'Algérie française ceci : je cite de mémoire : « ne vous inquiétez pas, ils (comprendre par-là les indigènes) mangeront toujours de la baguette française ». Il convient de relever que le présumé auteur de cette réplique, un des artisans de l'idéologie néocoloniale, n'a pas dit : « ils parleront toujours français ». Il savait que les indigènes insoumis, interdits d'accès à l'école durant la colonisation pour les maintenir dans l'obscurité, ont appris, malgré les moyens divers et variés mis en œuvre pour les en empêcher, à écrire et à parler la langue française dans les prisons, les maquis..., pour mieux combattre la colonisation. D'ailleurs nos illustres hommes politiques, nos écrivains, se sont exprimés en français pour porter haut et fort l'Algérie, sans faire appel à des interprètes. Et l'un de nos grands écrivains, Kateb Yacine en l'occurrence, avait statué sur cette langue universelle en la qualifiant de butin de guerre. Lui et tant d'autres, pensent algérien et écrivent en français pour faire connaître leur Algérie. Et tout récemment, les autorités en charge de la souveraineté de notre pays ont pris des mesures pour replacer cette langue étrangère, un acquis de l'Algérie souveraine, dans ses limites de sa fonction première.

Il faut admettre que ces propos, qu'ils aient été tenus ou juste une fanfaronnade fantasmée produit de l'imagination de quelques frustrés, trouvent leur consistance dans les faits. La baguette de pain dit parisienne reste consommée dans les ex colonies françaises qui continuent de la panifier, toujours, essentiellement avec du blé tendre importé, aggravant dangereusement leur dépendance alimentaire des importations de blé tendre. Pire encore, devenue, à la faveur de comportements incohérents des consommateurs et autres acteurs professionnels et décisionnaires, un aliment de base de la population à faible revenu, celle-ci a envahi les étals des boulangeries aux dépens des produits locaux constitutifs des arts culinaires nationaux, tel le metlou3 national fait avec de la semoule de blé dur.

Pour les céréaliers français qui produisent annuellement quelques 360 millions de quintaux de blé tendre, dont une très grande quantité doit être nécessairement exportée vers les pays qui continuent de consommer la baguette parisienne, principalement les anciennes colonies, celle-ci trouve son rôle de véritable navire amiral de la néo-colonisation et leur assurance vie.

Le désarroi qu'a provoqué au sein de la dite profession la décision souveraine de notre pays d'ouvrir le marché blé tendre, déte nu jusqu'à un passé récent par la France à hauteur de 70 %, à la concurrence internationale, renseigne amplement sur l'intérêt qu'ils

portent à ce précieux débouché que fut notre Algérie. Quand on sait que les importations de blé tendre par notre pays sont passées de 1.300.000 quintaux en 1978-80, dont 10% de France, à quelques 50 millions de quintaux, il est aisé de mesurer l'ampleur de ce désarroi et l'impact de cette salutaire décision.

A l'évidence, la perte même partielle de ce juteux marché prive les autorités de l'ancienne puissance coloniale de brandir cette redoutable arme alimentaire pour faire pression sur les gouvernants qui osent défendre la souveraineté de leur pays.

Le plus préoccupant c'est de voir la consommation effrénée de cette céréale, pourtant réputée nocive pour la santé humaine (maladies gastriques et diabètes=une baguette de pain de 250 grammes contient l'équivalent de 20 morceaux de sucre=) connaître une augmentation, pour des raisons connues de tous, hors normes et irrationnelles. Il faut dire que le marché informel consistant à détourner, à des fins de spéculation, une partie de la farine de blé tendre subventionnée destinée originellement à la panification du pain ordinaire vendu à un prix réglementé pour soutenir le pouvoir d'achat des citoyens à faibles revenus, qui s'installe allégrement autour de cette denrée, est en partie responsable de cette situation dommageable pour notre pays. Les auteurs de cette action répréhensible utilisent, sans état d'âme, la farine détournée de sa destination originelle pour préparer des baguettes de pain dit « amélioré » des croissants, de la pâtisserie dite occidentale... vendus à des prix libres et hors de portée. Le pain dit normal, raison première de l'existence de la boulangerie assurant une mission de service public, n'est disponible qu'à des horaires bien étudiés, et visiblement en petites quantités, si l'on juge à travers les chaînes compactes qui se forment aux horaires de la disponibilité du pain subventionné.

Aléchés par le gain facile, cette faune d'insatiables fraudeurs et détourneurs de la farine de blé tendre subventionnée continuent d'engranger sur le dos du consommateur et du trésor public de consistantes indues plus-values.

Et en tant que citoyen de surcroît agronomique, ce qui me chagrine et me tarabuste l'esprit, c'est de voir le blé tendre introduit par la colonisation pour améliorer la qualité boulangère de son blé tendre métropolitain, continuer d'occuper les terroirs de prédilection du blé dur, une céréale noble cultivée dans notre pays depuis plus de 6.000 ans. Le blé dur n'est pas dangereux pour la santé, il faut le savoir.

La question que tout un chacun peut se poser, pourrait être la suivante : peut-on, au regard de la place que blé tendre a pris dans les habitudes routinières alimentaires se passer du blé tendre ? Or quand on étudie et analyse de plus près la question en prenant en compte les méfaits et les conséquences sus indiqués que cause la consommation inconsidérée, comme c'est le cas dans notre pays, de ce blé tendre, on est amené à conclure qu'il est indispensable d'engager urgemment un plan de réduction drastique de la consommation de cette céréale.

Les solutions existent, et elles sont à la portée de notre pays. Il suffira de : Mettre en place un plan de culture national stratégique³ articulé autour de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles (eau, terres) de la vocation originelle de chaque terroir et des priorités nationales en matière de production des produits alimentaires essentiels à la population établies sur la base du modèle de consommation repensé. « La plante qu'il faut à la place qu'il faut » doit être la devise de tous les concepteurs et acteurs d'une agriculture repensée à mettre en place.

Réinstaller la culture de blé dur dans ses zones de prédilection jusque-là « squattées »

par ce blé tendre envahissant, de surcroît néfaste pour la santé des citoyens, pour augmenter substantiellement la production de la semoule de blé dur utilisée depuis des temps immémoriaux pour manufacturer des pâtes alimentaires, rouler le couscous, pétrir du metlou3, etc.

Ne plus soutenir la farine de blé tendre détournée au profit de produits spéculatifs à forte valeur ajoutée, particulièrement les pâtisseries, les boulangeries et les pizzérias. Pour ceux qui tiennent à leur « parisienne », il y a lieu de les rassurer en leur disant qu'une baguette faite avec un mélange subtil de semoule de blé dur et de son (pain complet) de meilleures qualités diététiques et gustatives, ferait mieux l'affaire ; Prendre sérieusement et nécessairement en considération les raisons médicales, économiques, politiques, culturelles, civilisationnelles, agronomiques... qui requièrent la réduction drastique de l'usage de la farine de blé tendre produit localement ou importé ; Elaborer et mettre en œuvre les mesures et les mécanismes appropriés pour permettre à notre metlou3 national de reconquérir sa place injustement spoliée par la « parisienne ». Parmi ces mesures, il y a lieu de citer, à titre indicatif, la nécessité de subventionner en lieu et place de la farine de blé tendre, la semoule destinée à la manufacture des pâtes alimentaires et la panification du Métlou3, d'en fixer les prix publics pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens ;

= Définir clairement le concept de la souveraineté alimentaire, un terme tellement galvaudé qu'il a perdu son sens originel, de manière à unifier sa compréhension et à préciser son contenu permettant d'arrêter la liste des produits agricoles entrant dans ce cadre, à produire nécessairement localement pour satisfaire les besoins alimentaires de bases nécessaires à la population.

À travers la mise en œuvre de ses propositions, éventuellement enrichies par les pouvoirs publics, il est attendu, à l'évidence, de mettre de l'ordre dans ce segment vital de notre économie nationale au demeurant extrêmement sensible qui nous concerne tous.

Et c'est aussi une façon salutaire de protéger la santé et le pouvoir d'achat des citoyens, de réduire à sa plus simple expression le gaspillage de cette précieuse denrée alimentaire, de permettre au blé dur de reconquérir sa sole de prédilection, et de réaliser des économies substantielles en devises et en dinars. Le but ultime étant la réalisation de l'indépendance alimentaire sécurisée du pays et son corollaire le renforcement de la souveraineté nationale. Naturellement, le paysan avec son bon sens, refuse d'être assez crédule pour se laisser entraîner par le discours qui consiste à dire que l'ennemi d'hier qu'il avait de surcroît humilié, se comporterait en bon samaritain au point de partager avec lui le progrès pour améliorer la rentabilité de son exploitation et lui fournirait, si besoin est, ses semences, ses intrants,... et, sa pitance.

Ce piège tendu, visant à faire de lui un « tube digestif », une « cigale », lui qui a toujours été un « fourmi », est inopérant pour tout paysan qui se nourrit fièrement du fruit de son labeur et à la sueur de son front. Partant de là, il est permis d'affirmer et même de soutenir que le retour à la normale, passe par une politique hardie et volontariste visant à renvoyer d'où est venue colon résiduel nommé blé tendre qui continue, malgré sa nocivité pour la santé, d'occuper indûment la sole de prédilection du blé dur qu'il occupait avant la colonisation française. Il est temps que des mesures salvatrices soient prises pour réduire considérablement la consommation de la farine de blé tendre pour protéger la santé des citoyens et soulager le trésor public, et de réinstaller dans ses terroirs notre blé dur.

* Agronome

1. Quotidien d'Oran du 16 juillet 2020.
2. Quotidien d'Oran du 8 décembre 2022 et l'Expression du 12 décembre 2022
3. Quotidien d'Oran du 18 mai 2023 et Le Soir d'Algérie du 12 juin 2023.

Saïd Sayoud au pays de Madiba !

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a pris part, au Cap (Afrique du Sud), aux travaux de la réunion du groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophes.



Par Cherif Ali*

Cette rencontre internationale placée sur le thème de "Résilience pour tous ; réduire les risques de catastrophes par la solidarité, l'égalité et la durabilité", a permis de mettre l'accent sur le renforcement des systèmes d'alerte précoce et la coopération internationale pour anticiper et réduire les risques liés aux catastrophes naturelles et technologiques. L'événement s'est inscrit dans le cadre de l'initiative mondiale "Early Warnings for All" (EW4All) - traduite par « Alertes précoces pour tous », lancée par le Secrétaire général des Nations unies en 2022, qui vise à garantir à ce que chaque personne soit protégée, d'ici 2027, par un système d'alerte précoce multirisques.

Elle a permis surtout à Saïd Sayoud, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports de passer en revue « les efforts déployés par l'Algérie en matière de prévention et de gestion des catastrophes », soulignant « la révision du cadre juridique ayant permis d'intégrer des mécanismes adaptés aux nouveaux enjeux, inspirés du Cadre de Sendai ».

Il a également évoqué « les efforts continus visant à réduire les risques sismiques, en sus de l'importance accordée par l'Etat algérien à l'amélioration des capacités de réponse », tout en mettant en avant « la disponibilité permanente de l'Algérie pour apporter assistance et soutien en matière de secours en cas de catastrophes ». L'expérience algérienne a été saluée par M. Kishore « Représentant spécial du SG de l'ONU » pour la réduction des risques de catastrophe et chef du Bureau de l'ONU pour la prévention des catastrophes (UNDRR) qui, pour sa part, « a appelé à la partager à l'occasion des travaux de cette rencontre, notamment en matière de prévention ou d'investissement dans la réduction des risques, et de prise en charge des victimes lors de catastrophes ». Le responsable onusien a mis en avant « le classement de l'Algérie dans la zone verte au niveau de l'ONU, en ce qui concerne les rapports, la communication et le niveau de mise en œuvre du Cadre de Sendai ». Il a également salué « les efforts des autorités algériennes pour une meilleure gestion des risques de catastrophe », exprimant « la volonté du Bureau onusien de renforcer la coopération bilatérale existante avec l'Algérie dans ce domaine ». Rappelons que la capacité d'innover, d'investir, d'éduquer et de tirer les leçons des erreurs du passé a placée l'Algérie parmi les pays les plus exposés et partant mieux préparés aux tremblements de terre dans le monde. Il n'en reste pas moins qu'il est admis que les séismes sont imprévisibles et il n'y a que la prévention qui vaille en matière notamment de respect des règles de l'urbanisme.

Il y a un peu plus de 30 ans d'ailleurs, Haroun Tazieff, le célèbre volcanologue français avait alerté sur le danger représenté par les constructions sauvages, le long du littoral algérien. Personne n'avait voulu écouter cet éminent expert étranger passé ministre et décédé depuis, qui séjourna en Algérie juste après le séisme d'El-Asnam, pour y donner quelques conférences sur l'origine des tremblements de terre et la manière d'en limiter les dégâts, notamment humains, sachant qu'on ne peut pas, dans l'absolu, les prévenir. Si l'on avait pris compte de ses recommandations, ont dit certains, le bilan des victimes des séismes de Boumerdes en 2003 et d'Alger en 2014 auraient été, peut-être, moins lourds.

Mais comme on dit, à chaque chose malheur est bon et un chroniqueur l'avait affirmé « malgré les dégâts, les séismes ont cet avantage, ils révèlent souvent les contradictions des constructions humaines, celles de l'échafaudage des bâtiments ou celles de l'explication magique ! ».

Les experts sont unanimes, dans les tréfonds du sol algérien existent de multiples failles sismiques pouvant à tout moment devenir actives,

soit légèrement, ce qui est le cas la plupart du temps, soit de manière violente, ce qui arrive parfois, comme à El Asnam, Boumerdes...

Le problème n'est pas dans l'existence de failles sismiques, la nature est ainsi faite, ni dans leur activation, quasi difficilement identifiable.

Il réside dans la prévention, c'est-à-dire la sensibilisation de la population pour l'acquisition de comportements de sauvegarde au moment de la catastrophe et dans la mise en place par les pouvoirs publics de normes techniques les plus sévères en matière de bâti. Et aussi et surtout, dans les moyens humains et matériels à déployer au niveau des secours lors des catastrophes.

Des pays, tels que le Japon, ont pu combiner ces trois éléments et rendre ainsi l'exposition aux séismes la moins coûteuse en vies humaines et en dégâts matériels.

En Algérie, on est loin du compte : si quelques leçons ont pu être tirées des séismes de ces dernières décennies, d'autres à venir - et ils interviendront à coup sûr - seront ravageurs lorsqu'ils dépasseront une certaine intensité.

Et les séismes qui se sont produits notamment en Turquie et en Syrie ne seraient pas, hélas, les derniers d'autant plus qu'ils viennent dramatiquement mais opportunément rappeler le péril imminent qui menace toutes ces populations du bassin méditerranéen en général mais aussi celles occupant le vieux bâti d'El Hamri, Gambetta, des Casbah d'Alger, de Constantine, ou encore d'Annaba, qui ont dû, très certainement, ressentir, dans leur tête et leurs tripes, l'onde de choc.

Elles survivent toutes dans ces quartiers populaires où jadis, il faisait bon vivre mais aujourd'hui, ce sont des lieux funestes où des familles entières étouffées par les grabats de leurs immeubles et la bêtise humaine rendent l'âme, entre deux tremblements de terre, une inondation et surtout le sentiment d'avoir été abandonnées par ceux-là mêmes qui avaient la responsabilité de les prendre en charge et de les secourir.

Et ce n'est pas faute pour elles de les avoir alerté sur la précarité de leur situation et du péril planant sur leur tête !

La précarité de ces habitations de céans et d'ailleurs a atteint un seuil alarmant : le parc immobilier national, selon les professionnels, est constitué de 7 millions de logements dont 1,5 million d'unités menaçant ruine !

De plus il diminue, inexorablement, suite aux catastrophes naturelles et se réduit aussi par la faute de l'occupant qui néglige l'entretien de son habitation, qu'elle lui soit propre ou qu'elle relève du patrimoine public.

L'absence d'entretien, les attaques climatiques additionnées aux adaptations décidées de manière unilatérale par les occupants qui, non seulement s'approprient les espaces communs, mettent aussi en péril la vie de leurs colocataires en s'autorisant, pour certains, des constructions illicites sur les terrasses, au vu et au su de tout le monde, élus locaux compris, ajoutent à la précarité du vieux bâti.

On l'aura compris, il ne suffit pas aujourd'hui prétendre régler la crise du logement en construisant des nouvelles cités, il y a aussi urgence à assurer la maintenance de ce qui existe déjà !

Il est important de comprendre que tout logement ou équipement a une durée de vie et qu'il est sujet, périodiquement, à une usure qu'il y a lieu de prendre en charge dans le cadre d'un programme concret de survie et de réhabilitation, avait souligné le Collectif National des Experts Architectes (CNEA) dans son livre blanc révélé en 2011. Il avait proposé alors la création d'un « carnet de santé du bâtiment » ainsi que la mise en place « d'un fond national de l'amélioration de l'habitat et le lancement d'un programme de réhabilitation d'un vieux bâti ».

A croire que le responsable de ce collectif prêchait dans le désert puisque les choses sont restées en l'état dans nos villes usées et ravagées par tant de catastrophes naturelles et leurs lots de morts et de blessés.

HÉRITÉ DE LA COLONISATION LE VIEUX BÂTI FAIT PEUR !

Il fera encore couler beaucoup de larmes, d'encre, de peinture, de plâtre, de promesses et d'argent facilement gagné par ces « bricoleurs » s'improvisant entrepreneurs en bâtiment !

Autre sujet, l'affolement qui suit le séisme se révèle, en définitive, plus meurtrier que le tremblement de terre en lui-même ; des personnes peuvent mourir parce qu'elles voulaient survivre ; dans un moment de folle panique, elles sont amenées à se défenestrer et le professeur Khiati de la Forem l'a bien expliqué « la peur dans ce genre de circonstances est tout à fait légitime, même si elle peut être contenue et structurée ; un séisme, lorsqu'il se produit, dans un laps de temps et durant cette période, l'individu ne contrôle plus ses réactions encore moins ses gestes ; il est désemparé parce que tout simplement il n'a



reçu aucune formation dans ce sens ». Si les Algériens étaient sensibilisés sur les procédures à respecter en cas de tremblement de terre, ils ne chercheraient pas l'issue fatale, poursuivait l'expert ! En fait, tout le monde est responsable et personne n'est coupable dans cette affaire, ni l'école encore moins la protection civile qui auraient pu, pour le moins, prendre quelques initiatives utiles ! Au Japon, il y a 30 à 40 séismes par an, mais cela ne suscite ni panique, ni affolement car les Japonais sont éduqués, formés et sensibilisés pour faire face à ce phénomène naturel ! Dans ce pays les experts et la population s'attendent depuis des années au « Big One ! », un tremblement de terre aussi important que celui qui a touché le pays en 1923 faisant plus de 140 000 victimes. Entraînés depuis l'enfance les Japonais savent qu'ils doivent couper l'électricité, l'eau et le gaz et se précipiter sous une table, dès la première secousse tellurique. Au cas où ils se retrouveraient prisonniers des décombres, certains ont pris des kits de survie pour tenir jusqu'à l'arrivée des secours et les écoliers disposent d'un casque de protection dans leur casier ; pour vous dire, les nôtres d'écoliers ne disposent même pas de casiers !

En 2009, près de 800 000 personnes dans le pays, dont le Premier ministre japonais, ont participé au grand exercice annuel et national de prévention, à la date anniversaire du grand tremblement de terre de 1923. Régulièrement, les camions de simulation sismique sont installés dans les rues dans le but de sensibiliser la population aux effets du tremblement de terre.

LE NÔTRE DE CAMION A ÉTÉ ÉTRENNÉ UNE OU DEUX FOIS, AVEC FORCE CAMÉRAS, ET DEPUIS ON NE L'A PLUS REVU !!!

Le Japon a le système d'alerte le plus évolué dans le monde même s'il n'est pas parfait, mais un bâtiment a plus de chance de s'écrouler si les responsables locaux ont triché sur les matériaux de construction pour récupérer de l'argent au passage, a indiqué un journaliste ; ce type de scandale s'est, notamment, produit en 2008, après le séisme de Suichuan en Chine, qui avait entraîné la destruction de plusieurs écoles.

Il s'est aussi produit chez nous à Boumerdes, où des cités flambant neuf se sont affaissées comme des châteaux de cartes ; on n'a jamais retrouvé les boîtes noires et les responsables

courent toujours !

Le séisme frappe et la bêtise tue et tuera encore si des enseignements ne sont pas tirés du dernier tremblement de terre :

- Il faut procéder à la destruction de tous ces immeubles périlleux pour disposer dans certains quartiers urbains d'« aires de rassemblement » pour les habitants, au cas où d'autres immeubles menaceraient de s'écrouler.
- Il faut tout revoir des normes des constructions parasismiques non pas pour arriver au niveau du Japon où les édifices sont montés sur vérins, ressorts, rails ou roulements à bille et soutenus par des amortisseurs ou haubans ce qui leur permet de faire face aux catastrophes naturelles mais pour au moins faire respecter les dosages de béton et rendre obligatoire le permis de construire !

Pour conclure avec ces urgences qui attendent nos responsables :

1. Il faut tout revoir au CRAAG, au CTC, chez les entreprises de réalisation.
2. Il faut redynamiser cette « Délégation aux risques majeurs » en lui confiant plus de prérogatives notamment en matière réglementaire.
3. Il faut être, dorénavant, exigeant en matière de qualité des produits et équipements destinés à l'habitat.
4. Il faut revoir tous les programmes des écoles de formation et exiger une remise à niveau de tous les professionnels qui sont sur le marché de l'architecture et de l'urbanisme.
5. Il faut engager une véritable politique de réaménagement du territoire, réviser le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), et construire des villes modernes où il fera bon vivre avec de grands espaces de rassemblement, des aires de stationnement et de loisirs.
6. Il faut tenir compte des enseignements de tous ces séismes passés pour réviser et enrichir le Règlement Parasismique Algérien (RPA).
7. Il faut réfléchir à la mise en place « d'un ministère de la Protection civile et de la Population ».

Il faut, il faut, il faut...

Il y a tellement de choses à faire qu'on ne sait plus, en fait, s'il faut :

- donner la priorité à la révision des plans ORSEC (800 communes en seraient dépourvues et des centaines d'autres doivent impérativement procéder à sa révision)
- ou changer ces responsables qui ont prouvé leur incompétence à prendre en charge ne serait-ce que le vieux bâti d'Alger, d'Oran et d'ailleurs, car, comme il a été affirmé par un éditorialiste, « c'est eux l'épicentre du problème ! ».

*Ancien Chef de Daira

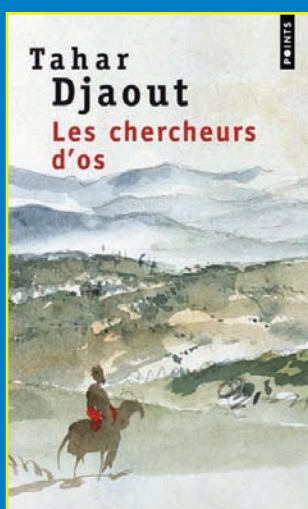
médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



T.DJAOUT : ÉCRITS PRÉMONITOIRES (I/II)



Les chercheurs d'os



Roman de Tahar Djaout.
Editions Quipos, Alger 2014
(Le Seuil, 1984).
174 pages, 900 dinars

L'Algérie au lendemain de son indépendance. Les habitants d'un petit village kabyle décident de rechercher les dépouilles de ses combattants, tombés un peu partout au cours de la guerre de libération, pour les ré-enterrer chez eux. Accompagné de Rabah Ouali, un de ses parents, un adolescent se joint à un

convoi de « chercheurs d'os », pour tenter de retrouver les restes de son frère aîné. Il va se heurter à un univers nouveau, découvrir la ville, la solitude au sein des foules, leur indifférence cruelle.

C'est la première fois que ce jeune homme sort -pour la première fois- de sa montagne kabyle. Sous ses yeux, il découvre les villages et la ville. Il s'ouvre à un monde si proche géographiquement mais si lointain psychologiquement, un monde parfois violent, celui des adultes, dans une société en mutation qui passe de la domination coloniale à la souveraineté nationale. Quand, au terme de sa mission, il retourne parmi les siens avec son macabre fardeau, ce voyage l'a transformé. Il ne peut plus jeter le même regard qu'avant sur le monde adulte. Pourquoi récupérer les os de son frère, les inhumer dans ce village que ce même frère haïssait de son vivant ? Qu'est-ce que cette quête, sinon une façon pour ceux qui ont survécu de se rassurer, d'en finir avec leurs propres fantômes ? Et pour cette communauté repliée sur des coutumes et des préjugés d'un autre âge, d'oublier qu'elle est sans doute plus morte que les morts qu'elle ensevelit.

L'auteur, dans son roman, donne une masse d'événements caractérisant la société de son époque ; plus précisément le conflit de génération ainsi que sa position vis-à-vis de ce conflit. On a, entre autres, la relation entre les personnages de différentes générations, une relation non dite et qui peut être qualifiée de « conflictuelle ». De plus, il cite des caractéristiques humaines, des phénomènes sociaux tels que l'hypocrisie, la corruption, etc. Concernant

l'analyse de l'espace, une comparaison est faite par le personnage narrateur entre deux espaces opposés : l'espace citadin qui traduit le dynamisme et la vivacité des jeunes, et l'espace rural qui symbolise la passivité et la vieillesse. Il constate que l'atmosphère funèbre de son village (« aux mœurs rectilignes où les gens n'osent même pas éternuer de façon inédite ») réside dans la somnolence des vieillards enfermés dans la « djemâa ».

L'Auteur : Journaliste, poète, écrivain, né le 11 janvier 1953 à Ighil Ibahriyen (Oulkhoul), près de Zeffoune. Licence de maths et études en sciences de l'information. Auteur de plusieurs ouvrages. Grièvement blessé dans un attentat le 26 mai 1993 à la sortie de son domicile (Bainem), il meurt le 2 juin 1993 à Alger. Il est l'un des premiers intellectuels victimes de la « décennie noire » en Algérie et des attentats islamo-terroristes.

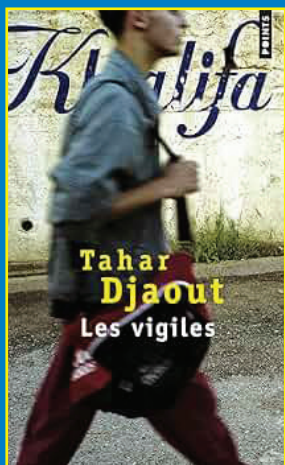
Extraits : « Le peuple tenait à ses morts comme à une preuve irréfutable à exhiber un jour devant le parjure du temps et des hommes » (p 10), « La mort, jadis, c'étaient les vieillards gagnés par la décomposition, les membres gangrenés qui suppurent, c'étaient les malades cuvant quelque épidémie et dont les êtres les plus chers finissaient par être lassés ou dégoûtés. Mais un jour la mort avait pris le visage de la vigueur et de la grâce juvénile, le visage d'une jeunesse éternelle foudroyée soudain en plein envol » (pp 30-31), « L'avenir, mon enfant, est une immense papeterie où chaque calepin et chaque dossier (note : à propos des attestations communales de moudjahid) vaudront

cent fois leur pesant d'or. Malheur à qui ne figurera pas sur le bon registre ! » (p 43), « Nous sommes un peuple où la vie active débute très tôt : berger à quatre ou cinq ans, laboureur à treize, père de famille à dix-sept ou dix-huit. À l'âge de trente-cinq ans on cesse d'aller la tête découverte et de porter des pantalons « européens ». On arbore un chèche et les vêtements amples du pays » (p 86), « La guerre qui vient de prendre fin constitue le noyau de la discussion, mais les consommateurs parlent aussi du temps présent, de la manière d'avoir des biens et des postes dans l'administration » (p 139), « L'acharnement de la famille est plus malfaisant que toutes les légions de l'enfer. La famille vous harcèle de votre vivant, multiplie les entraves et les bâillons et, une fois qu'elle vous a poussé vers la tombe, elle s'arroe des droits draconiens sur votre squelette » (p 168).

Avis : Une œuvre réaliste, qui reflète la société dans laquelle elle a été produite. À redécouvrir pour mieux comprendre les bouleversements sociétaux et culturels durant l'après-indépendance. Grâce à une écriture, claire, directe, belle, mêlant prose et poésie... introuvable ailleurs par la suite. Une écriture qui révèle une grande richesse sémantique et qui s'inscrit parfaitement dans le contexte.

Citations : « Le sujet préféré et inépuisable des habitants de ce pays, c'est la bouffe » (p 57), « Il ne faut pas que l'écoulement de la sève nous fasse oublier la promesse du fruit. Le sang est parfois nécessaire pour irriguer la chair du fruit et la pourvoir de ce rouge qui en faut une chair accomplie » (pp 123-124).

Les Vigiles



Roman de Tahar Djaout.
Quipos Editions, Alger 2014 (Editions du Seuil Paris 1991 et Points Editions Paris 1995), 900 dinars,
223 pages (fiche de lecture déjà publiée en février 2019).
Voir in almanach-dz.com/bibliotheque/almanach/histoire)

Trois personnages, un lieu, un thème, une intrigue (ou, plutôt, un complot) et à la fin une morale civilo-politique assez vite récupérée idéologiquement par la Révolution. Côté cour, dans une toute petite ville perdue dans la campagne mais assez proche de la toute grande et puissante capitale, deux anciens combattants, toujours sur le qui-vive, continuent leur combat, se croyant toujours dans on ne sait quel maquis, voulant à tout prix « protéger » le pays de toute tentation de détournements des objectifs de la Révolution de Novembre. Côté jardin, un jeune chercheur quelque peu contestataire - juste ce qu'il faut pour ne pas tomber dans les multiples pièges tendus par l'ordre établi - tentant, dans la discrétion et œuvrant surtout la nuit (voilà qui est louche !), de mettre en plan une nouvelle machine à tisser sur la base de ce que ses ancêtres utilisaient. Les « vigiles », n'ayant plus à rien à faire, sont là, à surveiller les allées et venues, rapportant tout aux « Autorités » (d'autres super-vigiles plus proches encore de la Capitale)... et élaborant un véritable « complot » pour punir le « contrevenant », de plus un « étranger »... venu de la grande ville.

Quatre parties aux textes dignes d'être étudiés au niveau des grandes Ecoles sectorielles :

-Une discussion entre « intellectuels »... Dans

un lieu de « contestation » underground, un bistrot enfumé et bruyant de la Capitale avec ses propos et ses interrogations assez snobards (pp 74-75)

-La faim, la soif qui poussent, hélas, à l'asservissement et à l'idolâtrie des dictateurs, avec l'acceptation d'un ordre des vainqueurs et d'un ordre des vaincus (pp 119-122)

-Un interrogatoire de police (imaginé, bien sûr !) avec ses multiples questions allant de la plus grave à la plus ridicule (pp 128-129)

-Les tracasseries bureaucratiques (aujourd'hui n'ayant plus cours, heureusement !) au Port d'Alger (pp 141-146)

Heureusement la presse (non, pas la presse, plutôt un journaliste) est là... L'Appareil central réagit et le complot local se transforme assez vite en récompense du chercheur.

L'Auteur : Voir plus haut

Extraits : « Il s'était demandé un jour, (...) pourquoi les femmes, elles, ne quittaient pas les hommes stériles. Sans doute parce que, avait-il conclu, les enfants n'étaient jamais perçus comme une descendance de femme, mais seulement comme une descendance d'homme. La femme n'a pas de postérité » (p 17), « La fringale de béton n'est satisfaite que pour quelques années : une denture de ferraille se dresse toujours sur la terrasse, en prévision de l'étage

supplémentaire que l'on songe à élever » (p 47), « Ce qui est effrayant chez cette nouvelle génération de dévots zélés, c'est sa négation même de toute joie, c'est son refus de toute opinion différente, son rêve de soumettre le monde aux rigueurs d'un dogme inflexible » (p 71).

Avis : Un livre-clé de la nouvelle littérature nationale, celle des années 90 (adapté au cinéma). Thèmes toujours d'actualité, hélas, dans d'autres habillages. De la critique politique d'abord et sociale ensuite, fortement mais clairement annoncée. Et, que d'humour !

Citations : « Notre religion ne s'accommode pas, hélas, de la gaieté dispensée par les essences des fruits fermentés. Nous avons quelques bons siècles de gaieté gaspillée à rattraper » (p 32), « Le rêve de culture et d'élévation du pays s'est englué dans une immense bouffe, s'est noyé dans une kermesse stomacale. Un pays en forme de bouche vorace et de boyau interminable, sans horizon et sans rêves » (p 104), « Ici, la pierre, le foin et les bêtes sont proches ; il suffit de gratter une mince couche pour les voir et respirer. La seule richesse de la ville est sa lumière qui crépite comme de la chaux vive » (p 142), « La femme ne procréé pas pour la tendresse ou pour le plaisir d'être mère. Elle procréé non pour se perpétuer mais pour perpétuer l'homme qui l'asservit » (p 214).

Les Planteurs

Une dizaine de constructions illicites démolies

J. Boukraa

Dans le cadre de la lutte contre les constructions anarchiques et la préservation du foncier de l'Etat, une vaste opération de démolition a été menée mardi au quartier Les Planteurs, sous la supervision directe des services de la wilaya. La cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie relevant du cabinet du wali a coordonné cette opération, qui a abouti à la démolition de dix constructions illégales. Cette action s'inscrit dans la mise en œuvre des instructions de M. Samir Chibani, wali d'Oran, visant à endiguer définitivement le phénomène du bâti illicite qui défigure le paysage urbain et constitue une atteinte à l'organisation territoriale. L'opération a mobilisé plusieurs services : les délégations communales de Sidi El Houari et de Mahieddine, les services d'hygiène et d'assainissement, la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement, ainsi que les sûretés urbaines n°07 et n°13.

Cette action s'inscrit dans une démarche proactive des autorités locales visant à lutter efficacement contre l'urbanisation désordonnée, à préser-

ver les terres publiques, et à garantir leur réaffectation à des projets de développement socio-économique au profit de la population. Les autorités locales ont, par ailleurs, réitéré leur engagement à poursuivre ces actions sur l'ensemble du territoire communal afin d'endiguer ce phénomène qui nuit à l'esthétique urbaine, à l'environnement et à l'équité dans l'accès au foncier. Cette opération marque une étape importante dans la volonté des pouvoirs publics d'instaurer un cadre de vie ordonné et durable. Les services de la wilaya ont averti à maintes reprises que toute personne qui intervient dans les tentatives de construction de nouvelles habitations illicites risque de se voir poursuivre en justice et d'être délogée même par la force publique.

Les services de la wilaya disposent de toutes les données vérifiées et complètes recensant les occupants des sites précaires devant être touchés par les prochaines opérations de relogement. Les autorités restent déterminées à poursuivre leur politique de lutte contre les constructions illégales pour protéger l'environnement et améliorer les conditions de vie des citoyens.



Direction de l'urbanisme

La révision et l'amélioration du plan du pôle urbain Zabana lancées

Les résultats préliminaires de l'étude portant sur la révision et l'amélioration du plan du pôle urbain «Ahmed Zabana», relevant de la commune de Misserghine (Oran), ont été présentés dernièrement

Le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUC) de la wilaya, Amouri Riyad, a indiqué lors de cette présentation effectuée à l'occasion de la visite d'inspection du wali d'Oran, Samir Chibani, que le pôle urbain «Ahmed Zabana», dont les études ont été approuvées par le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, en 2017, a connu d'importantes modifications durant sa réalisation, ce qui a nécessité sa révision pour remédier aux lacunes et permet-

tre une meilleure exploitation des terrains disponibles. Le pôle urbain «Ahmed Zabana», qui couvre une superficie de 1.375 hectares, a permis jusqu'à présent l'implantation de 48.000 logements de différentes formules, en plus de dizaines d'établissements scolaires, sanitaires, administratifs et culturels. Le site pourrait accueillir 43.000 logements supplémentaires et de nombreuses infrastructures, si certains aménagements fonciers étaient révisés, a-t-on indiqué.

M. Amouri a précisé que ses services, en collaboration avec le bureau d'études en charge de la nouvelle étude, ainsi que plusieurs organismes publics concernés, ont mené des consultations avec les habitants du pôle

urbain afin de recueillir leurs observations sur la vie dans ce cadre urbain, après y avoir résidé durant plusieurs années. Cela a permis de relever un certain nombre de préoccupations relatives au transport, à l'environnement, aux travaux publics et à l'aménagement urbain, qui seront prises en compte dans le cadre de l'étude en cours. Lors de sa visite, le wali d'Oran a donné des instructions pour l'utilisation d'un terrain de 50 hectares, d'une profondeur de 50 mètres, comme centre de décharge pour les déchets inertes. Il a également demandé à intensifier les efforts pour achever la réalisation de huit établissements scolaires avant la rentrée scolaire prochaine.

Bousfer

Une biodiversité marine exceptionnelle autour du récif artificiel

J. Boukraa

Une plongée scientifique réalisée mardi dans le golfe de Bousfer, au niveau du récif artificiel « ROII », a mis en évidence une biodiversité remarquable, avec près de 70 espèces de poissons recensées dans la zone, a indiqué la direction de la pêche et des ressources halieutiques d'Oran. Ce résultat confirme l'impact positif du projet sur la restauration et l'attraction de la faune marine. Cette sortie de terrain s'inscrit dans le cadre de la coopération algéro-japonaise relative à la gestion conjointe de la pêche artisanale. Organisée à partir du Club Paloma, elle a réuni

le représentant de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), des cadres des services centraux, le directeur de l'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que des responsables de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques et des membres de l'Association Barbarous, maître d'œuvre du projet.

Le récif artificiel, mis en place par l'Association Barbarous, s'étend sur 10 hectares à 30 mètres de profondeur. Cinq bouées de signalisation ont été installées pour délimiter son emplacement et assurer la sécurité de la navigation dans la zone. A l'issue de la mission, les plongeurs de

l'association ont présenté des vidéos documentaires capturant la richesse biologique du site. Les images montrent une recolonisation marine dense et confirment le succès environnemental de ce projet pilote exemplaire. Cette initiative illustre pleinement la synergie entre les acteurs institutionnels et associatifs engagés dans la préservation des écosystèmes marins et la valorisation durable des ressources halieutiques.

Es-Sénia

Un cycliste mortellement fauché par un poids lourd

Un accident de la route s'est produit mardi après-midi dans la zone industrielle d'Es-Sénia. Les secours sont intervenus vers 15h24 à la suite d'un accident mortel impliquant un poids lourd qui a percuté un cycliste. La victime, un homme âgé de 45 ans, est malheureusement décédée sur place.

Son corps a été transporté vers la morgue de l'hôpital local. Une enquête a été ouverte. J. B.

Bir El Djir

Un mort dans un accident de la route

Un piéton a été mortellement fauché mardi à Oran sur le 4^e boulevard périphérique à hauteur de la commune et daïra de Bir El Djir. Selon les services de la Protection civile, l'accident s'est produit lorsqu'un véhicule a percuté un homme âgé d'environ 50 ans. Malgré l'inter-

vention rapide des secours, la victime a succombé à ses blessures sur place. Le corps de la victime a été transféré vers la morgue de l'hôpital local, tandis qu'une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes de l'accident. J. B.

CHUO Dr Benzerdjeb

Lancement d'une formation sur les premiers secours

J. Boukraa

Dans une démarche d'ouverture sur la société et de renforcement de la culture du secourisme, le Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) lance aujourd'hui jeudi une session de formation spécialisée en premiers secours, en coordination avec l'association jeunesse pour l'échange touristique. Cette initiative vise à sensibiliser les guides et accompagnateurs touristiques, ainsi que les citoyens intéressés, à l'importance des gestes de premiers secours face aux situations d'urgence.

La formation aborde plusieurs volets pratiques et théoriques, allant de la réanimation cardiopulmonaire aux techniques d'évacuation et de prise en charge des victimes.

Selon le CHUO, cette activité

s'inscrit dans une stratégie de coopération intersectorielle entre le secteur de la santé et celui du tourisme, afin de mieux préparer les acteurs du terrain à intervenir efficacement en cas d'accident ou de malaise, notamment dans les zones touristiques. Les travaux se poursuivront le samedi à travers des applications pratiques en milieu ouvert, en dehors de l'enceinte de l'hôpital. Ces exercices permettront aux participants de mettre en œuvre les connaissances acquises dans des conditions proches de la réalité. Les organisateurs ont souligné l'importance de ce type de formation dans la promotion d'une culture citoyenne de prévention et de solidarité, tout en appelant à une plus grande implication des médias pour la diffusion de ce message à l'échelle locale et nationale.

Musée du Moudjahid

Le Salon régional de l'emploi les 21 et 22 octobre

Le musée du Moudjahid d'Oran accueillera les 21 et 22 octobre 2025 le Salon régional de l'emploi, un événement organisé en partenariat avec les institutions publiques et les acteurs du monde du travail. Cette rencontre vise à rapprocher les jeunes chercheurs d'emploi, les entreprises et les organismes d'accompagnement afin de favoriser l'insertion professionnelle et la création d'activités.

Sous le slogan « De la formation vers l'insertion et la créativité », et sous la supervision du ministère de la Formation professionnelle, en coordination avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le Salon permettra aux participants de découvrir les dispositifs disponibles en matière d'em-

ploi, de formation et d'entrepreneuriat, ainsi que les opportunités offertes au niveau régional. Des stands d'information, des rencontres directes avec les recruteurs et des ateliers thématiques sont prévus tout au long des deux journées.

Le choix du musée du Moudjahid, lieu symbolique de mémoire nationale, souligne la volonté des organisateurs de lier le passé et l'avenir à travers le travail et la participation des jeunes au développement du pays. Cet événement s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à encourager l'emploi, soutenir les initiatives locales et renforcer le dialogue entre les différents acteurs économiques et sociaux de la région.

J. Boukraa

Lutte contre le commerce des stupéfiants

Cinq dealers arrêtés et plus de 3.300 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Une quantité globale de 3.323 comprimés psychotropes a été saisie au cours de deux opérations menées par les services de la sûreté d'Oran. Cinq individus ont été arrêtés et présentés au tribunal où ils ont été placés sous mandat de dépôt.

La première affaire a été effectuée par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic et la commercialisation des stupéfiants de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Ces derniers ont arrêté deux individus et ont saisi une quantité de 2.765 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg. Les mis en cause se servaient de leurs domiciles pour écouler le produit prohibé dans les milieux urbains. Ils ont été présentés au tribunal et écroués.

Dans la seconde affaire, trois individus impliqués dans une affaire de détention et de commercialisation de stupéfiants ont été arrêtés par les services de la 17^{ème}

sûreté urbaine. Une quantité de 458 comprimés psychotropes et plus de 22 millions de centimes ont été saisis dans le cadre de cette opération de lutte contre le commerce des stupéfiants. En effet, l'exploitation des informations indiquant que des individus utilisaient leurs habitations pour stocker et écouler le produit prohibé a permis aux enquêteurs d'ouvrir une enquête et d'entamer les investigations.

Un dispositif de surveillance et un plan minutieusement étudié a été mis en place une fois toutes les procédures judiciaires faites auprès du tribunal territorialement compétent. Les enquêteurs de cette sûreté urbaine sise en plein centre-ville ont réussi à identifier les dealers et surtout connaître leur emplacement. Ils ont été arrêtés. Les policiers ont saisi la quantité de stupéfiants ainsi que l'argent provenant de leur activité criminelle. Ils ont été présentés au tribunal pour détention et commercialisation de stupéfiants et écroués.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h47	Dohr 12h49	Assar 16h00	Maghreb 18h29	Icha 19h46
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Mostaganem Plus de 11.000 aides à l'habitat rural attribuées

Plus de 11.000 aides financières pour la réalisation d'habitations rurales ont été distribuées, en l'espace de deux ans, dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, mercredi, un communiqué des services de la wilaya.

La même source précise que plus de 11.000 nouvelles aides ont été accordées, durant les années 2024 et 2025, dont 9.000 pour la seule année en cours. A ces aides s'ajoutent 2.000 nouvelles aides récemment attribuées à la wilaya et qui seront réparties entre les différentes communes, dans les prochaines semaines, ajoute le communiqué.

Concernant le nouveau programme

de logements location-vente (AADL 3), le communiqué indique que les assiettes foncières ont été retenues pour accueillir ce programme et que les actes de propriété ont été remis à l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL).

Dans ce cadre, une assiette foncière a été réservée pour la création d'un nouveau pôle urbain comprenant 3.600 unités d'habitat dans le cadre de la première tranche allouée à la wilaya de Mostaganem. Ce pôle sera implanté dans la commune de Mazagran, à l'entrée sud de la ville.

Selon les services de la wilaya, le sec-

teur de l'habitat a connu un bond qualitatif en 2025, avec le lancement de plusieurs grands chantiers en mars, mai et juillet derniers. Une partie de ce programme en cours devra être livrée en novembre prochain.

S'agissant de l'amélioration du cadre de vie dans les zones rurales, les mêmes services ont révélé l'adoption d'une nouvelle approche pratique, fondée sur la désignation d'un à trois villages pilotes, où seront mises en œuvre des actions de développement intégrées et multisectorielles, visant à transformer ces villages en pôles secondaires de développement.

Relizane Mise en garde contre la prolifération des bandes de quartiers

Une conférence nationale intitulée «Le rôle des services de sécurité dans la lutte contre la violence en milieu urbain» s'est tenue, mardi à Relizane, à l'initiative du laboratoire d'études sociales, psychologiques et anthropologiques de l'université Ahmed Zabana de la wilaya, en collaboration avec la sûreté de wilaya.

Dans une intervention intitulée «Approche psychologique et sociale de la violence urbaine : de la compréhension des causes à l'élaboration des solutions», le professeur Chehane Abdelmalek de l'université de Relizane a affirmé que la violence est un phénomène complexe et multiforme dans la société, nécessitant une synergie entre les différentes parties concernées, tout en tenant compte de ses dimensions sécuritaires, sociales et psychologiques.

Il a également insisté sur l'importance de la sensibilisation, en particulier auprès

des jeunes, en tant que catégorie la plus touchée par la violence urbaine, appelant à l'organisation d'ateliers et de conférences dans les écoles, universités et centres de jeunes pour les alerter sur les dangers de ce phénomène.

De son côté, le commissaire divisionnaire Abdelfattah Berber, dans son intervention sur le rôle des services de sécurité dans la lutte contre la violence urbaine, a mis en lumière les efforts de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans la lutte contre les diverses formes de criminalité telles que les bandes de quartiers, les agressions volontaires, le port d'armes blanches, ainsi que le trafic illicite de drogues et de psychotropes. Il a souligné que tous les moyens sont mobilisés pour renforcer la présence sécuritaire et dissuader les délinquants afin de réduire ces fléaux sociaux.

L'expert en sécurité et géopolitique,

Ahmed Mizab, a pour sa part abordé le thème «La violence urbaine comme outil hybride : des bandes de quartiers aux guerres de cinquième génération et à la déstabilisation des valeurs sociétales». Il a mis en garde contre les conséquences graves de la prolifération des bandes de quartiers.

L'expert a également appelé à renforcer le travail de sensibilisation et à développer une conscience collective accrue, notamment chez les élèves et les jeunes, face à la gravité du phénomène de la violence.

A noter que cette conférence s'est déroulée en présence des autorités locales, de cadres de la justice, de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale, et a été diffusée en visioconférence au profit des directions de la sûreté de wilaya et des écoles de police à travers le pays.

Tissemsilt Les projets routiers sur la bonne voie



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a exprimé, mardi à Tissemsilt, sa satisfaction quant à l'état d'avancement des différents projets de son secteur inscrits dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette wilaya.

Lors de la deuxième journée de sa visite d'inspection dans la wilaya, visant à s'enquérir de l'évolution des projets relevant du secteur des travaux publics, M. Djellaoui a déclaré à la presse que le taux d'avancement a dépassé les 90 %, soulignant qu'à partir du 1er novembre prochain, la mise en service du doublement de la RN 127, reliant la commune

de El Ayoun à l'autoroute Nord-Sud dans la wilaya de Médéa, sera effective sur une distance de 73 km.

Il a également annoncé qu'à compter du 5 juillet prochain, sera mis en service le doublement de la RN 14 entre la commune de El Youssoufia et la wilaya de Aïn Defla, en passant par Theniet El Had, sur une distance de 33 km.

Le ministre a mis en avant l'importance de ces grands projets stratégiques, initiés par le président de la République au profit de la wilaya de Tissemsilt comme pour d'autres wilayas du pays, soulignant qu'ils contribueront à créer une dynamique économique et à mieux relier la wilaya aux régions voisines. Il a également précisé que ces projets ont permis la création d'emplois pour les

jeunes de la région à travers les entreprises nationales et les PME locales chargées de leur réalisation.

Par ailleurs, M. Djellaoui a appelé au lancement de campagnes de reboisement le long des axes routiers concernés, afin d'en améliorer l'esthétique et de les protéger contre l'érosion.

Il a aussi inspecté le projet de doublement de la RN 14 vers la wilaya de Tiaret sur une distance de 8 km.

Au cours de cette visite, le ministre a reçu une présentation détaillée des différents projets de son secteur dans la wilaya de Tissemsilt, incluant la réalisation de chemins de wilaya et communales ainsi que les doublements de routes nationales, dans le cadre des programmes complémentaire et sectoriel.

Saïda Vers le renforcement de l'alimentation en eau

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné, mardi à Saïda, que l'utilisation du système de télégestion ouvrira de nouvelles perspectives pour une gestion plus précise du réseau d'eau potable, contribuant ainsi à l'amélioration du service public de l'eau. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a expliqué que cette nouvelle technologie permettra de contrôler à distance toutes les installations liées à l'eau potable, y compris les vannes, les canalisations, les stations de pompage et les installations de stockage.

Il a ajouté que ce système, dont la mise en œuvre a déjà commencé par l'Algérienne des Eaux, constitue «une solution efficace pour une meilleure gestion du temps et pour éviter les problèmes techniques qui entravent la gestion du réseau d'eau», permettant ainsi d'atteindre des résultats positifs dans l'amélioration du service public pour les citoyens.

M. Derbal a souligné que cette initiative s'inscrit pleinement dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui vise à numériser tous les services publics pour un impact direct et rapide sur les prestations fournies aux citoyens.

Le ministre a également indiqué que d'autres projets similaires seront rapidement réalisés à l'échelle nationale, avec pour objectif de permettre la

gestion à distance de l'ensemble des installations dédiées à l'eau potable.

Lors de sa visite au centre de télégestion du réseau d'eau potable au chef-lieu de la wilaya, il a salué cet équipement moderne, qui couvre actuellement les réseaux des communes de Saïda, Ouled Khaled et Aïn El Hadjar, avec une extension prévue à l'avenir pour inclure toutes les autres communes.

Par ailleurs, M. Derbal a procédé, dans la ville de Saïda, à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes, un projet doté d'une enveloppe de plus de 174 millions de dinars et dont le délai de réalisation est fixé à 12 mois, dans le cadre du programme sectoriel.

Il a aussi inspecté, dans le quartier «El Badr» de la même ville, un projet de réservoir d'eau d'une capacité de 3.600 mètres cubes, financé à hauteur de 136 millions de dinars, toujours dans le cadre du programme sectoriel. Il a en outre examiné les travaux du projet de renforcement et de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la ville de Saïda à partir du champ de Doui Thabet et du plateau de Saïda, avec la réalisation d'installations de stockage dans la commune de Doui Thabet.

Enfin, dans la région de Barbour (commune de Doui Thabet), le ministre a visité un chantier de forage d'un puits d'exploration de 400 mètres de profondeur.

Aïn Temouchent Deux piscines bientôt en chantier

Les chantiers de réalisation de deux piscines de proximité dont a bénéficié le secteur de la jeunesse et des sports dans la wilaya d'Aïn Temouchent seront «prochainement» lancés, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Mohamed Benarbia.

Les communes d'El Malah et Hammam Bouhadjar abriteront ces projets, a précisé le responsable, ajoutant qu'un budget de 220 millions de dinars a été alloué, dans le cadre du programme sectoriel, pour la concrétisation de ces deux infrastructures sportives.

M. Benarbia a affirmé que les études techniques de ces deux projets ont été finalisées et que les sites d'implantation des piscines ont été déjà choisis.

Le lancement des travaux de la piscine de proximité de Hammam Bouhadjar coïncide avec la com-

mémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Guerre de libération nationale, et l'entreprise chargée de la réalisation a été désignée. Quant à la piscine de la commune d'El Malah, les travaux débuteront avant la fin de l'année en cours, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, une étude technique est en cours pour la réalisation d'une piscine semi-olympique dans la commune de Aïn El Arbâa, en vue d'un financement futur dans le cadre du même programme sectoriel.

Actuellement, le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya dispose d'une piscine semi-olympique dans la commune d'Aïn Temouchent. La réalisation de ces nouveaux projets devra renforcer les infrastructures sportives dédiées à la natation, a-t-on souligné.



Transport Voyageurs de l'Ouest

MINISTERE DES TRANSPORTS

Entreprise Publique Economique de Transport des voyageurs TVO, société par actions, au capital social de 566.000.000 DA, ayant son siège social à 10, Rampe Commandant Ferradj – ORAN – Algérie,

N° d'identification fiscale (NIF) : 000031010481926

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément à la loi n°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux procédures internes de l'entreprise de passation des marchés, l'Entreprise Publique Economique de Transport des voyageurs TVO, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'Offres National ouvert n°007/2025 Portant :

ACQUISITION DE SIX (06) NOUVEAUX AUTOCARS

Que le marché est attribué provisoirement à la société : SARL PENG-PU ALGERIE
Que la procédure d'évaluation des offres Technique et financière conformément aux critères prévus dans le Cahier des Charges a abouti aux résultats suivants :

N° du pli	Soumissionnaire Attributaire	Note Technique sur 100 pts	Montant de la marche en TTC	Délai de livraison	OBS
01	SARL PENG-PU ALGERIE	91,5	178.607.100,00 DA TTC	Vingt-neuf (29) jours	Une Seule offre

Un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis provisoire du marché dans les quotidiens nationaux, est donné à tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de l'entreprise sise 10 Rampe Commandant Ferradj Oran (02 étage).

ANEP N° 2531100948 Le Quotidien d'Oran 16/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN

DAIRA DE BETHIOUA

COMMUNE DE BETHIOUA

N° 3258

AVIS D'ADJUDICATION N°02/2025

ADJUDICATION DANS ENVELOPPE CACHETE POUR LOCATION ENCIEN CINEMA SUR SUPERFICIE DE 1070m² SITUE DANS RUE SIDI AMAR BETHIOUA CENTRE

Le président de l'assemblée populaire communale de BETHIOUA informe les intéressées par cet avis peuvent retirer le cahier des charge contre paiement de la somme de 3.000.00da au niveau du trésorier communal a partir de la 1^{re} parution du présent avis les offres doivent présentées sous deux enveloppes intégrées dans l'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne portant que les mentions ci-dessous :

ADJUDICATION DANS ENVELOPPE CACHE POUR LOCATION ENCIEN CINEMA SUR SUPERFICIE DE 1070m² SITUE DANS RUE SIDI AMAR BETHIOUA CENTRE

Mise a prix : 891.000.00DA/Année

LES CONDITION DE PARTICIPATION :

De nationalité algérienne et le soumissionnaire doit être plus 19 ans et n'avoir jamais été condamné par la justice quelle qu'elle soit.

L'OFFRE TECHNIQUE :

- *le cahier des charges signé et paraphe portant a la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- *copie de la carte d'identité.
- *copie de l'extrait de rôle du soumissionnaire en cours de validité.
- *copie de l'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire n°03
- *copie des attestations de mise a jour C.A.S.N.O.S pour les sociétés.
- *un engagement porter respecte les closes de cahiers des charges et le contrat et porter l'activité.
- *le statut pour les sociétés +les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes a engages la société.
- *la carte d'identification bancaire n°RIB.

L'offre financière :

- * La lettre de soumission jointe en annexe, dument remplie, datée et signée.
- * le soumissionnaire dépose cheque vise au nom de trésorier inter communale de bethioua d'un 06mois du montant de mise a prix d'un 06 mois (comme un caution de participation).
- *le soumissionnaire retenue paie a l'avance le montant de loyer annuel de l'adjudication.
- *la date limite de dépôt des offres fixée a « 15 jours » a compter se la première affichage l'offre doit parvenir a la date qui correspond au dernier jour de la durée au tard 14h00, l'ouverture des plis effectuée par la commission, le dernier jour dela.

FAIT A BETHIOUA LE 13 OCTOBRE 2025

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE

ANEP N° 2531013678 Le Quotidien d'Oran 16/10/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية مستغانم

مديرية التقنين والشؤون العامة

مصلحة الشؤون القانونية والمنازعات

مكتب نزاع الملكية والمنازعات

قرار رقم 02/2025 مؤرخ في 29 سبتمبر 2025 متضمن تمديد مدة التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية لفائدة الدولة ممثلة من طرف مديرية الري للولاية لإنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم.

لن والسبي ولايسة مستغانم،

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 1975/09/26 المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 1984/02/04 المتضمن التنظيم الإقليمي للبلاد،
- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 1990/11/18 المتضمن التوجيه العقاري المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 1990/12/01 المتعلق بالتبينة والتصير المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 1990/12/01 المتعلق بالأحكام الوطنية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 21/04 المؤرخ في 2004/12/29 المتعلق بقانون المالية لسنة 2005،
- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 1991/04/27 المتعلق بالقواعد الخاصة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 09/08 المؤرخ في 2008/02/25 المتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية،
- بمقتضى القانون رقم 03/10 المؤرخ في 2010/08/15 المتضمن تحديد شروط استغلال الأراضي الفلاحية التابعة للأحكام الخاصة للدولة،
- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 2011/06/22 المتعلق بالبلدية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 2012/02/21 المتعلق بالولاية لاسيا المادتين 110 و 111 منه،
- بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 2023/09/06 المتضمن تعيين السيد احمد بوجوح واليا لولاية مستغانم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 186/93 المؤرخ في 1993/07/27 المحدد لقواعد تطبيق القانون رقم 11/91 الخاص بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 215/94 المؤرخ في 1994/07/23 المحدد لأجهزة الإدارة العامة وهياكلها للولاية المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 265-95 المؤرخ في 1995/09/06 المحدد صلاحيات مصالح التنظيم والشؤون العامة والإدارة المحلية وقواعد تنظيمها وعملها المعدل والمتمم،
- بمقتضى المرسوم الوزاري رقم 57 المؤرخ في 1993/01/26 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- بمقتضى المرسوم الوزاري رقم 07 المؤرخ في 1994/05/11 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- بمقتضى القرار الوزاري المؤرخ في 2025/03/09 والمتضمن القائمة الوطنية للأشخاص المؤهلين للقيام بالتحقيق المسبق لاثبات المنفعة العمومية في إطار عمليات نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية بعنوان سنة 2025.
- نظرا لحالة إرسال رقم 618 المؤرخة في 2025/06/15 الصادرة عن مديرية الري للولاية والمتضمنة ملف تنظيمي لإنجاز اجراءات نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لإنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم المرفق بالاعتقاد المالي بموجب مقرر تسجيل العملية رقم 2025/MD/DI/28 تاريخ 2025/01/02 رقم مقرر التسجيل رقم 2505101 لرقم المستخرج 2025/162 م م ت ع المؤرخ في 2025/01/27 المخصص لإنجاز المشروع وتموض أصحاب الملكية المنتزعة من أجل المنفعة العمومية ولسنة من مقرر استرجاع رقم 35 مكر مؤرخ في 2025/02/15 المتضمن الترخيص للسيد مدير الري لولاية مستغانم في إطار الاسترجاع الملح بالمشروع في تنفيذ إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي كالآبار لتقوية التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، وادي الخير صيادة، ماسرى، عين سيدي شريف، وبوقيرات والسوايف (ولاية مستغانم) المؤسسة العمومية للتقنين والري افغورهد "EPE EFORHYD SPA"
- نظرا للقرار الولائي رقم 837 المؤرخ في 2025/06/30 المتضمن فتح تحقيق مسبق من أجل المنفعة العمومية لفائدة الدولة ممثلة من طرف مديرية الري للولاية لإنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم.
- نظرا للإرسال رقم 1029 المؤرخ في 2025/09/21 الصادر عن مديرية الري للولاية والمتضمن طلب تمديد مدة التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية لإنجاز المشروع.

بأقتراح من السيدة مديرية التقنين والشؤون العامة

مقرر

المادة الأولى: تمديد مدة التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية المفتوح بموجب القرار الولائي 837 المؤرخ في 2025/06/30 لمدة عشرون (20) في إطار إنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم.

المادة 02: يدوم التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية لمدة عشرون (20) ابتداء من تاريخ 2025/09/21 إلى غاية 2025/10/21

المادة 03: يجب أن يكون هذا القرار قبل 15 يوما من تاريخ فتح التحقيق:

- معلقا بقرار مركز بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات.
- منشورا في يوميتين وطنيتين لمدة ثلاثة (03) أيام متتالية على حساب المستفيد من العملية.

المادة 04: يكلف كل من السيدات والسادة: الأمين العام للولاية، مديرية التقنين والشؤون العامة، مدير الأشغال العمومية، مدير الري مدير السكن، مديرية التجهيزات العمومية، مديرية التعمير والهندسة المعمارية والبناء، مدير مسح الأراضي والحفظ العقاري، مدير أملاك الدولة، مدير المصالح الفلاحية، رؤساء دوائر عين النويحي، خير الدين، ماسرى وبوقيرات، رؤساء المجالس الشعبية البلدية لبلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات، كل فيما يخصه بتنفيذ هذا القرار الذي ينشر في مجموعة القرارات الإدارية للولاية.

ص 02 قرار رقم 02/2025 مؤرخ في 29 سبتمبر 2025 (W.27)

الوالي،

ANEP N° 2531013530 Le Quotidien d'Oran 16/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
WILAYA D'AIN-TEMOUCHENT

AVIS DE RECRUTEMENT

La direction des équipements publics de la wilaya d'Ain Témouchent recrute pour les besoins de ses services les personnels qui répondent aux conditions énumérées ci-après

Désignation du poste	NBRE	Condition d'accès
Administrateur	01	<p>-Concours sur titre : Les titulaires d'une licence d'enseignement supérieur ou d'un titre reconnu équivalent dans les disciplines et spécialités ci-après: Sciences juridiques et administratives-sciences économiques-sciences financières-sciences commerciales-sciences de gestion-sciences politiques et relations internationales-sociologie sauf la spécialité sociologie éducative-psychologie : spécialité organisation et travail-science de l'information et de la communication-sciences islamiques: spécialité charia et droit..</p>

-Délai des inscriptions 15 jours à compter de la date de la première publication sur un quotidien national.

Constitution du dossier de candidature aux concours

Les dossiers de candidatures aux concours sur titre devront comporter les pièces ou documents suivants :

- Une demande manuscrite de participation ;
- Une copie de la pièce d'identité ;
- Une copie du titre ou du diplôme exigé, auquel sera joint de relevé de notes du cursus de formation ;
- une fiche de renseignements, dûment remplie par le candidat doit être téléchargée par le site web www.dgfp.gov.dz ou www.concours-fonction-publique.gov.dz + photo d'identité.

- une copie de l'attestation justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national;
 - les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise par le candidat dans la spécialité dans le secteur privé, accompagnées d'une attestation d'affiliation délivrée par l'organisme de sécurité sociale concerné, le cas échéant ;
 - un document attestant que le candidat a suivi une formation complémentaire supérieure, ou titre ou diplôme requis pour la participation au concours dans la même spécialité, le cas échéant ;
 - un document relatif aux travaux ou études réalisés par le candidat dans les spécialités, le cas échéant ;
- Les candidats définitivement admis seront, préalablement, à leur nomination dans les grades et emplois postulés, invités à compléter leurs dossiers administratifs par l'ensemble des autres documents dont notamment:
- deux (2) certificats médicaux (de médecine générale et de phlébologie délivrés par un médecin spécialiste) attestant de l'aptitude du candidat à occuper l'emploi postulé ;
 - deux (02) photos d'identité ;
 - une fiche familiale, pour les candidats mariés.
 - Extrait du casier judiciaire (Bulletin n° 3) valide

ANEP N° 2531013673 Le Quotidien d'Oran 16/10/2025

APARTEMENTS

■ Vends un appartement au rez-de-chaussée, F2 qui peut servir un bureau pour profession libérale ainsi avec une cuisine séparée aux 226 logements CJR1 N° 1 îlot 33 Arzew Oran - acté et livret foncier. Tél : 0784.51.17.05

■ Vds F2-F3-F4 et F5 promotionnels cuisines équipées, box, Ch/C à Fernandville Belgaïd, Millénium, Maraval - Fr de mer + locaux de 225 m² et 325 m² Bd commercial à Oran 0772.43.37.38 - 0660.88.46.15

■ Location F1, cuis, SDB, 60 m² Fernandville + F2, 4° meublé 50 m² CV Rue Khemisti + F4, meublé 2° Akid Lotfi + F3 cuisine, 1° CNL Millénium + F3, 2° Plateaux Najah + F4 120 m² 2° avec garage à Fernandville à prox Akid Lotfi - Cabinet immobilier VICTORIA Tél : 041.36.16.43/0552.58.43.72

■ A vendre appart F3, 4° étage, acte + livret foncier, double façade, bon voisinage, propre, cité calme à Arzew complexe cité 1.000 logts Tél : 0553.88.79.31 Prix 600 U

VILLAS

■ A.V villa R+1 avec piscine 270 m² la Lofa + A.V villa R+1 240 m² côté ENSEP + A.V villa R+1 200 m² en face hôt Président + A.V villa 400 m² la Lofa + A.V F4 140 m² promotion Bousmaha 3° avec ascenseur + Box + A.V F4 138 m² 2° P.F Ilot 45 Hasnaoui. Pas de courtier. 0773.24.62.36 / 0792.04.44.29

■ Vends maison maître 300 m², 16m façade, R+1 actée +L/F 150 m², reste dalle, composée 2 pces, 1 gd sal, gde cuis, gde cour avec 1 P, douche, WC + à côté petite cuis + 2 P, garage à l'entrée de Hassi Bounif/Oran - 0696.04.93.23 / 0697.65.78.39

■ Vds des villas aux Castors 400 m² sur gd Bd + 250 m² sur bd Millénium + des villas 180 et 200 m² à Belgaïd - 0793.00.68.19 / 0560.07.67.88

■ URGENT : A vendre villa actée 226 m² 2F C/V Terga 45 min Oran 1,3 Nég + A louer appart Canastel 3° étage 4,5U/mois 10 mois à l'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

LOCAUX

■ Loue grande salle de sport équipée et aménagée (musculature - sauna - douche et fauteuil de massage) plus 380 m² à Ain Turck Oran - 0799.51.24.24

■ A louer 2 garages distinct pour (stockage, atelier...) sis à hâi El Louz à Sid El Bachir sup de 83 m² et de 50 m² pour toute information ou visite appelez au 0668.67.49.67- 0799.70.99.81 NB : Pas d'intermédiaire SVP



EPE - Algérie Télécom - Spa
Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tiaret
Adresse : Boulevard de l'ALN, Route de Ain Guesma -Tiaret

AVIS D'ANNULATION DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°06/AT/DOT Tiaret/SDFS/DAL/2025 (Relance)

La Direction Opérationnelle des Télécommunications de Tiaret informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°06/AT/DOT Tiaret/SDFS/DAL/2025 (Relance) du 09/09/2025, portant : **Travaux de raccordement final des clients en fibre optique**
Travaux de raccordement final des clients en cuivre
Que cet appel d'offres a été annulé

Algérie Télécom EPE/SPA au capital Social de 115 000 000 000,00 DA
RC N° 02 8 0018083 - 16/00
NIF : 00021600180833716001
Siège Social : Route Nationale n°05, Cinq Maisons, 16130, Mohammadia - Alger



ANEP N° 2516032450 Le Quotidien d'Oran 16/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM

DAIRA DE ACHAACHA

COMMUNE DE OULED BOUGHALEM

NIF :098427255033521

AVIS D'INFRUCTUOSITE

LE PRESIDENT D'APC DE OULED BOUGHALEM, LANCE UN L'AVIS D'APPEL D'OFFRE AVEC EXIGENCE DE CAPACITES .

LE MINIMALES POUR :

AMENAGEMENT URBAIN A BAHARA

PUBLIE SUR LE QUOTIDIENS NATIONAUX الجزائر الجديدة

EN DATE DU 29-09-2025 ET LE QUOTIDIEN D'ORAN EN DATE DU :28-09-2025.

EN DECLARE INFRUCTUOSITE POUR LE MOTIF SUIVANT :
LA SEULE OFFRE N'ETAIT PAS QUALIFIEE

PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531013647 Le Quotidien d'Oran 16/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Naama
Direction de l'administration locale
NIF : 415002000045049

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 12/2025

Un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour la réalisation des Programme : Aménagement structure administratives de la wilaya lot : Travaux d'aménagement au siège wilaya

Les entreprises qualifiées : catégorie (04) ou plus (activité principale BATIMANTS) , intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la D.A.L Naâma-50 bureaux .

- Les offres doivent être déposées au niveau de la D.A.L Naâma - Bureau du marché - sous enveloppe fermée ne portant que la mention " SOUMISSION A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES" APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°12/2025, PROGRAMME : Aménagement structure administratives de la wilaya " Et contenant trois enveloppes séparées contenant un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, dont la liste détaillée ci-après :

A- La première enveloppe : (Dossier de candidature) contient :

1. lettre d'engagement pour le lot et délai de réalisation du projet.
2. Déclaration de candidature remplie cachetée et signée.
3. Déclaration de probité remplie, datée, cachetée et signée.
4. Copie certifiée portant sur le statut juridique de l'entreprise. Le cas échéant
5. Attestation des pouvoirs habilitant les personnes à engager (dans le cas de société ou de groupement).
6. Copie du Certificat de qualification et classification professionnelles catégorie (03) ou plus (activité principale BATIMANTS) en cours de validité à la date d'ouverture des plis:
7. Copie des bilans financiers des trois dernières années 2022, 2023 et 2024, accompagné de TCR visé par l'administration fiscale et /ou portant l'accusé de réception.
8. Copie de l'attestation de solvabilité Bancaire ou autre document équivalent.
9. La liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser accompagnée copie du Diplôme, et CV.
10. Copies des références

B- La Deuxième enveloppe : (Dossier de l'offre technique) contient :

1. Déclaration à souscrire remplie cachetée et signée.
 2. Le présent cahier des charges dûment signé avec la mention « lu et accepté ».
 3. Mémoire technique justificatif
 4. Engagement de délais de réalisation
- #### C- La Troisième enveloppe : (Dossier De L'offre Financière) contient :
- La lettre de soumission remplie cachetée et signée.
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) remplie cachetée et signée.
 - Le devis quantitatif et estimatif (DQE) remplie cachetée et signée.

La durée de préparation des offres est fixée quinze (15) jours à compter de la date de la première parution dans les quotidiens nationaux et le BOMOP. Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12h00.- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. L'ouverture, en séance publique, des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière, intervient, pendant la même séance, à la date et à l'heure d'ouverture des plis prévues à 13 :30H en présence des soumissionnaires qui désirent y assister à l'adresse: Direction de l'administration locale.


Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant égale à la durée de préparation des offres; augmentée de trois (03) mois dans le cas de l'entreprise attributaire le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un (01) mois supplémentaires .

LE WALL

ANEP N° 2531013658 Le Quotidien d'Oran 16/10/2025

TF1


20.10 ENQUÊTE EN FAMILLE



S1-E 5: A-t-on vraiment tout essayé ?
Une femme a été tragiquement abattue sur son cheval en pleine forêt. Philippe craint que sa maladresse lors de sa partie de chasse en soit responsable. Alors que Charline débute son enquête, ses parents entreprennent de vérifier l'innocence de Philippe et font avancer les investigations à leur manière. Le statut de directrice des ressources humaines de la défunte est un élément qui retient l'attention des policiers. Cette affaire permet à Philippe de recroiser la route d'un flirt de jeunesse.

2


20.10 L'ÉVÉNEMENT



En un an, la France a connu trois Premiers ministres. Alors que le gouvernement Lecornu II est déjà menacé de censure, la crise politique ouverte par les résultats des législatives de 2024 semble partie pour durer. Le pays est-il condamné à l'instabilité ou à l'impuissance politique ? Un budget sera-t-il trouvé dans les délais ? Quelles sont les conséquences de cette crise politique pour l'économie française ? Des responsables politiques, des acteurs économiques répondent aux questions...

3 JEUDI


20.10 PRIÈRE D'ENQUÊTER



Saison 1 - Ep 6 : Une âme perdue
Le contremaître qui est chargé de superviser les travaux de rénovation des compagnons du devoir est découvert sans vie au pied du nartex de L'abbaye de Valmagne, manifestement victime d'une chute dont les circonstances restent mystérieuses. Elli, de retour sur les lieux, se retrouve plongée dans une enquête complexifiée qui l'oblige à déterminer si cet incident est un suicide ou un meurtre. Alors qu'il est déjà perturbé par sa récente rencontre avec ses parents biologiques,...

CANAL+ CINEMA

20.00 JOUER AVEC LE FEU



Dans un monde contemporain où les luttes familiales et sociales s'entremêlent, Pierre (Vincent Lindon) se retrouve seul à élever ses deux fils, Louis et Fus, après la séparation de son partenaire. Louis (Stefan Crépon), le cadet, est sur la voie du succès : brillant et assidu, il gravit les échelons de la vie avec aisance. A l'opposé, Fus (Benjamin Voisin), l'aîné, se perd dans les méandres d'une existence tumultueuse, attiré par des influences préoccupantes. Fasciné par la violence et le pouvoir,...

6

20.10 LE MEILLEUR PÂTISSIER



-100% Bretagne
Cyril Lignac et Mercotte emmènent les candidats et les téléspectateurs en Bretagne pour une soirée placée sous le signe du caramel et du beurre salé. Au programme des défis relevés par les pâtissiers amateurs : la réalisation d'un kouign-amann, la spécialité de la région et le fartz pitilig souezhenn, un gâteau datant du 19ème venu du Finistère. Yvan Chevalier, maître chocolatier rennais, leur donne également conseils et astuces pour réveiller les mythes et les créatures légendaires bretonnes.

CINE + FRISSON

19.50 DRAGON BLADE



En 48 avant J.-C., la route de la soie est le théâtre de nombreux affrontements entre plusieurs armées, impliquant notamment des Indiens et des Huns. Le valeureux guerrier Huo An et ses hommes, chargés d'assurer la sécurité dans la région, sont soupçonnés de corruption. Ils sont condamnés à reconstruire une forteresse en ruine. C'est à cet endroit que Lucius, général romain accusé de trahison, trouve refuge. Tous unissent leurs forces pour lutter contre Tiberius, un cruel chef romain.

CANAL+

20.09 THE NARROW ROAD



Saison 1 - Episode 4
Amy avoue à Dorrigo avoir avorté de l'enfant qu'elle attendait de Keith. Pendant ce temps, ce dernier parvient à acheter un grand terrain pour y faire construire une belle propriété. Mais il se rend compte peu à peu que son épouse lui est infidèle. De son côté, Dorrigo apprend que sa permission prend fin et doit embarquer dans trois jours pour le Pacifique. Il assiste à la fête donner par les parents d'Ella avant de partir.

CINE + PREMIER

19.50 CHASSE GARDÉE



Adélaïde (Camille Lou), une architecte ambitieuse, et Simon (Didier Bourdon), un musicien passionné, aspirent à un changement radical dans leur vie familiale. Éreintés par le rythme effréné de la vie parisienne et désireux de retrouver un sens à leur existence, ils décident de quitter la capitale pour s'installer dans le pittoresque village de Saint-Hubert-des-Bois. Là, ils découvrent une maison qui semble être l'écrin parfait pour leurs enfants, Romy et Léon.

TF1

20.10 MASK SINGER



-Spéciale voyage dans le temps
Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier, rejoins cette saison par Michaël Youn, tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-sept concurrents au casting de cette nouvelle saison, dont l'un bénéficiera de la complicité du public, figurent notamment des sportifs, des humoristes,...

2

20.10 SIMON COLEMAN



Saison 1 - Ep 2 : Dernière danse
Alors qu'elle virevolte au son de la musique cubaine avec son partenaire Ryan Lounis, Jade Samson, danseuse de salsa, s'effondre en pleine répétition. Simon Coleman et Chloé Becker investissent l'Académie de danse d'Aix-en-Provence où la victime s'entraînait. Les premiers examens dévoilent que Jade a été empoisonnée, ce qui mène les enquêteurs à interroger son entourage. Très vite, leurs soupçons se portent sur un couple de danseurs qui était deuxième sur la liste pour participer...

3 VENDREDI

20.10 LA BOÎTE À SECRETS



Cette édition accueille trois personnalités artistiques aux univers distincts : la chanteuse Santa, l'acteur et humoriste Arnaud Ducret, ainsi que la danseuse étoile et chorégraphe Marie-Claude Pietragalla. Leurs proches respectifs se mobilisent pour concevoir des surprises émouvantes, dévoilant archives personnelles et souvenirs familiaux inédits. Ces moments d'intimité révèlent des anecdotes touchantes et des confidences personnelles, offrant un éclairage nouveau sur les carrières et parcours de vie...

CINE + PREMIER

19.50 BLOOD DIAMOND



En 1999, la Sierra Leone est plongée dans une guerre civile dévastatrice. Solomon Vandy (Djimon Hounsou), un pêcheur dont la vie paisible est bouleversée par des mercenaires, est forcé de travailler dans des mines de diamants, où il subit les atrocités de ce conflit. Dans cette lutte pour la survie, il parvient à découvrir un diamant rose d'une rare beauté qu'il cache, espérant qu'il lui permettra de retrouver son fils enlevé par les rebelles. C'est alors qu'il croise le chemin...

6

20.10 ON N'EST PAS D'ACCORD !



Julien Courbet aide à des particuliers à régler leur différend. Sur son plateau, il réunit les parties adverses, tandis qu'un enquêteur filme la situation sur le terrain et que des experts sont sollicités. Dans ce numéro consacré aux tensions liées à l'immobilier, trois affaires sont examinées : Lucie accuse son ancien propriétaire d'avoir dissimulé un vice caché mettant sa maison en péril, Jean-David refuse de céder les terres familiales alors que le nouvel acquéreur revendique son droit de propriété,...

CINE + FRISSON

19.50 SANG FROID



Dans la station de ski de Kehoe, Colorado, Nels Coxman (Liam Neeson), un conducteur de chasse-neige respecté, reçoit une médaille pour ses services rendus à la communauté. Sa vie paisible prend un tournant tragique lorsque son fils, Kyle, est enlevé avec son ami Dante par un groupe de criminels impitoyables. Bien que Dante parvienne à s'échapper, Kyle est tragiquement retrouvé mort, victime d'une overdose d'héroïne, selon les autorités.

CANAL+

20.10 PADDINGTON AU PÉROU



À Londres, la famille Brown traverse une période de changements significatifs. Paddington (voix de Ben Whishaw), désormais citoyen britannique avec un passeport en poche, se prépare à vivre de nouvelles aventures. Pendant ce temps, sa sœur Judy (Madeleine Harris) s'apprête à quitter le domicile familial pour poursuivre ses études, ajoutant une touche de mélancolie à l'effervescence de leur quotidien. C'est alors qu'une lettre inattendue de la mère supérieure de la maison de retraite pour ours au Pérou,...

CINE + FAMIZ

19.50 LES AVENTURES DE TINTIN: LE SECRET DE LA LICORNE



Tintin, le célèbre reporter à la mèche blonde, fait l'acquisition d'une maquette d'un galion nommé la Licorne lors d'une brocante. Intrigué par l'objet, il se rend vite compte qu'il n'est pas le seul à s'y intéresser. Parmi les personnes qui le convoitent se trouve le mystérieux Sakharine, un homme au passé énigmatique. Pour percer le secret de la Licorne, Tintin se rend au château de Moulinsart, la demeure de Sakharine, où il découvre l'existence de plusieurs répliques du navire.

FLÉCHÉS N° 9398

MATER ----- NOTE	→								
		←	SUD-EST ----- POTEAU		↕	LA TOILE ----- SPORT	→		↕ GRECQUE ----- AU BOUT DU COMPTE
	↕	ETONNANTE ----- SCOLARITE	↕			↑	SUR LA BORNE ----- IVRE	→	↓
	↓				←	PRONOM ----- FILTRE NATUREL	→	↕	DESAGREA- BLE ----- PROFES- SEUR
		↑							↓
		←	POSSEDE ----- PLATINE		←	QUATRE SAISONS ----- PARLEMENT	→		
					↕	VOIES ----- FIT FEU	→		
								←	PUBLIEES
		↑							
		←	PEU A PEINE ----- NEGATION			EN FAIT DU PROPRE	→		
		←	BONNE CARTE ----- MESURE			↑			
						←	PAREIL ----- QUARTIER GENERAL		OBTENUE
		↓						↓	
		CONTRACTÉ ----- INFINITIF	→			ENLEVEE ----- A LE CRAN ----- EXCELLENTE MENTION	→	↕	
	↓					↓			
							←	TRAIT D'UNION ----- CHIFFRE	→
			↕	PERIODE ----- COIFFURE	→				

[illegible]

1. Terme à terme.
2. A d'autres ! Pas droit.
3. A fini de parler.

Pierre semi-précieuse.

4. En veut.
5. Article.
6. Bienvenus.
7. Train arrière.
8. Peina.

Allez et venez pour dire des choses bêtes.

9. Compagnie d'ordre privée. Mot à cocher pour la gauche. Coupe de reine.
10. Frappe.

A. Jus périodique.
B. Démonstratif.
Se laisser aller.
C. Trait d'humeur.
Font parler d'eux.
Nulle part ailleurs.
D. Ronge. Arme.
E. Fin de groupe.
Sale.
F. Grecque.
Dans les mémoires.
De visu.
G. Flasque.
Usure de la monnaie.
H. Rendue.
I. Au monde.
Possessif.
Effectif.
J. Affaire de conduite.

I	P	T	N	E	M	E	N	I	A	R	T	N	E	N
P	E	R	E	R	E	U	T	I	N	R	U	O	F	G
E	T	P	E	R	E	P	O	L	A	G	Z	T	A	A
K	I	A	E	T	I	L	A	U	Q	E	A	R	U	R
E	N	R	E	R	E	P	O	C	S	B	M	E	N	F
T	R	O	P	E	R	R	A	T	L	U	A	N	E	E
I	E	D	U	R	J	R	E	E	R	Q	C	I	T	R
L	T	I	O	U	R	E	L	E	U	O	R	M	I	R
I	A	E	P	E	R	M	R	A	U	E	G	S	X	E
C	R	E	M	U	U	I	R	T	C	A	E	N	E	L
O	F	E	S	S	E	I	U	R	Z	M	E	O	L	E
D	N	I	S	U	R	E	O	I	O	I	E	P	C	
T	R	Q	R	M	E	M	N	S	N	D	O	U	M	R
B	U	O	H	C	R	E	S	I	U	G	E	D	O	A
E	T	U	O	B	M	A	B	A	R	A	K	A	C	H

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Bof ! C'est mon 1er.
- Mon 2e est un article défini.

Mon tout est une troupe de danseurs.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	R											
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
14	1	16		1	10	4	5	8		6		
7	8	4	10	4	16	7			9		5	
2	1	16	1	12	1	8	7				7	
15	5		7	2		8	2	3			9	
3	7		5	7	11	7			9		8	
9	2	7		6	7	8	8	7			2	
10	4	1	12		11	7	5	6			4	
9	1		4	11	1				8		10	
	2	7	5	3	5	13	7				1	
8	7		13	9	1	6	8	3			8	
3		11	1	10	7		7	2			7	
9	6	1	5	7	2	4		5				
2	4	5	16		7	5	8	7			2	
6	9	13		7		3	9	7			12	
	8	7	2	15	1	5	7	6				

SUDOKU N°9397

P	A	U	V	R	E	T	E
O	R	N	E		C	A	S
U	L		R	E		B	
S	E	T		S	E	L	L
S	Q	U	A	T	T	E	R
I	U		P		A	S	
N	I	P	P	O	N		P
	N		R	I	G	O	L
G		L	I	E		P	E
E	M	U	S		N		U
N	O	N		P	I	T	R
A	N	E	S	S	E		E

F	O	I	S	O	N	N	A	N	
A		N	P		I	G	L	O	
I	N	C	O	N	G	R	U		
N	A	I	T	R	A		N	A	
E	S	T		E	U	S		L	
A	S	E	S		D	O	R	E	
N	E		C	R	E	N	E	A	
T		A	I		R	A	M		
E	X	P	E	D	I	T	I	O	
R	E	C	R	E	E	S			

2	3	5	4	9	8	1	7	6
4	7	8	2	6	1	5	3	9
9	1	6	5	3	7	8	2	4
8	5	3	6	1	4	7	9	2
7	2	9	8	5	3	4	6	1
1	6	4	9	7	2	3	5	8
5	4	2	7	8	6	9	1	3
3	8	7	1	2	9	6	4	5
6	9	1	3	4	5	2	8	7

CODÉS N° 9397

1	I	2	L	3	P	4	S	5	E	6	T
7	O	8	N	9	A	10	R	11	C	12	U
13	M	14	G	15	V	16	H	17	B	18	F
19		20		21		22		23		24	

10 ERRORS



Inde : au moins 20 morts dans l'incendie d'un bus

Au moins 20 personnes sont mortes dans l'incendie d'un bus qui circulait dans l'Etat du Rajasthan, dans l'ouest de l'Inde, selon les médias locaux et les autorités.

Le véhicule, qui transportait plus de 50 passagers, circulait entre les villes de Jaisalmer et Jodhpur.

«Dix-neuf passagers sont morts dans le bus et un autre a succombé à ses brûlures sur le chemin de Jodhpur», a déclaré Rajesh Meena, haut responsable de la police.

Selon l'agence de presse Press Trust of India, qui a également confirmé le bilan, le bus s'est arrêté sur l'autoroute à cause d'une fumée s'échappant de l'arrière du véhicule, qui a rapidement été envahi par les flammes. Le Premier ministre indien Narendra Modi s'est dit «bouleversé par la perte de vies humaines» et a annoncé une indemnisation à venir pour les familles des victimes, à hauteur de 200.000 roupies (plus de 2.200 dollars). En 2023, selon les dernières données disponibles, plus de 480.000 accidents ont été signalés sur les routes indiennes, faisant près de 173.000 morts et près de 463.000 blessés.

Environ 1.000 Sud-Coréens travaillent dans des centres d'arnaques en ligne au Cambodge



Environ 1.000 Sud-Coréens travaillent au Cambodge dans des centres d'arnaques en ligne, a estimé mercredi Séoul, alors que le pays se remet de la mort récente d'un étudiant, que l'on croit avoir été torturé par un réseau criminel dans le pays d'Asie du Sud-est.

«On pense qu'un nombre considérable de Sud-Coréens travaillent (dans ces centres). Bien qu'il soit difficile de vérifier le chiffre exact, les autorités locales estiment généralement le nombre à un peu plus de 1.000», a soutenu le conseiller pour la sécurité nationale Wi Sung-lac, après avoir mentionné le chiffre de 200.000 victimes, toutes nationalités confondues.

Ces propos interviennent alors qu'une équipe spéciale sud-coréenne va s'envoler pour le Cambodge mercredi soir, et au lendemain d'une déclaration par Séoul promettant de tous les rapatrier.

Le gouvernement prévoit de faire «des efforts diplomatiques pour assurer la coopération du Cambodge», a déclaré le bureau présidentiel, tout en «coordonnant avec les ministères concernés pour renforcer la capacité de réponse de l'ambassade - y compris en augmentant le nombre de responsables de police à l'ambassade sud-coréenne au Cambodge».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Nouveaux affrontements meurtriers à la frontière entre Afghanistan et Pakistan



Engagés dans l'une des pires confrontations armées depuis des années, l'Afghanistan et le Pakistan se sont de nouveau affrontés mercredi dans les régions frontalières, faisant au moins 30 morts. Chaque partie accuse l'autre d'avoir lancé de

nouvelles attaques dans la nuit en plusieurs endroits de la longue frontière poreuse qui les sépare. D'après des sources afghanes, plus de dix civils ont été tués et une centaine blessés dans la région de Spin Boldak, dans le sud de l'Afghanistan.

Iran : trois hommes exécutés pour vols à main armée

L'Iran a procédé mercredi à l'exécution de trois hommes, condamnés pour des vols à main armée, perpétrés notamment dans la capitale Téhéran, a indiqué l'organe de presse du pouvoir judiciaire.

L'Iran applique la peine capitale pour plusieurs crimes et procède au plus grand nombre d'exécutions après la Chine, selon des organisations de

défense des droits humains comme Amnesty International. «La peine de mort contre trois braqueurs ayant commis des vols à main armée à Téhéran et dans d'autres villes du pays a été appliquée mercredi matin», a rapporté Mizan Online. Le pouvoir judiciaire a expliqué qu'ils ont été condamnés pour moharebeh indiquant que les trois hommes

Ali Mohammad Haqmal, porte-parole du département d'information de cette ville frontalière, a fait état de tirs de mortier et de 15 civils tués. Ce bilan a été confirmé auprès de l'AFP par Abdul Jan Barak, un responsable de l'hôpital du district de Spin Boldak, selon qui plus de 80 femmes et enfants ont été blessés. Le porte-parole du gouvernement taliban, Zabihullah Mujahid, a accusé les forces pakistanaises d'avoir mené «une fois de plus» des attaques contre le sol afghan. D'après lui, 12 civils ont été tués et plus de 100 autres blessés dans la région de Spin Boldak, a-t-il affirmé dans un communiqué. De son côté, l'armée pakistanaise a affirmé y avoir répondu à une «attaque» et tué «entre 15 et 20 talibans afghans», se disant prête à répondre à toute agression «avec toute la force nécessaire».

avaient commis 14 vols en avril 2024.

Les condamnés ont été pendus, a précisé l'agence de la justice du pays.

Début octobre, le pouvoir judiciaire avait annoncé l'exécution de six membres d'un groupe reconnu coupable d'attaques «terroristes» dans la province du Khuzestan dans le sud du pays.

La réduction de l'aide risque d'exposer 13,7 millions de personnes à des niveaux de faim extrêmes

Les coupes dans les financements de l'aide humanitaire risquent d'exposer jusqu'à 13,7 millions de personnes à des niveaux de faim extrêmes à l'échelle mondiale, a averti mercredi le Programme alimentaire mondial (PAM).

L'agence onusienne a précisé que six de ses opérations (Afghanistan, République démocratique du Congo, Haïti, Somalie, Soudan du Sud et Soudan) étaient «actuellement confrontées à des perturbations majeures, qui ne feront qu'em-

pirer». Elle prévient que son financement «n'a jamais été aussi difficile», anticipant «une baisse de 40%» de ce dernier en 2025, «ce qui se traduira par un budget prévisionnel de 6,4 milliards de dollars, contre 10 milliards en 2024».

«Le système humanitaire est mis à rude épreuve car les partenaires se retirent des zones en première ligne, créant un vide», précise l'agence basée à Rome, dans un nouveau rapport intitulé «Une bouée de sauvetage en danger».



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA FAIM ET L'EFFET BOOMERANG

mondiale dépend aussi d'un large état des lieux du monde sérieusement dégradé.

Nulle part la quiétude n'est au beau fixe et la majorité des Etats fait face à une crise multidimensionnelle allant jusqu'à affaiblir la noble notion d'humanisme et jamais auparavant la charité qui commence par soi n'a été aussi pressante.

Les riches Etats ne sont plus aussi riches qu'ils le prétendent ou alors certains d'entre eux accordent la préférence à l'engraissement de leurs budgets militaires plutôt que de s'armer d'un esprit de solidarité.

L'aide au développement est devenue

une chimère pour céder les lieux aux létaux calculs de la géostratégie et le bilan final ne pourrait être que fatidique. L'errance des peuples continuera dans la persistance malgré l'érection des murs et des frontières qui se multiplient.

Toutefois quelques Etats prennent sur eux-mêmes de s'engager dans la voie de la solidarité humaine mais leur volonté ne suffit pas à contrecarrer la misère et la famine qui s'élargissent.

Le dilemme actuel veut que plus la solidarité humaine rétrécit et plus la pauvreté humaine s'élargit. Alors le tort qui s'établit crée un boomerang décapitant obligeant ceux qui tournent le dos à la famine à ne récolter de plein fouet que le désespoir contre lequel ils ont voulu se préserver.

La Syrie va demander à la Russie de livrer Bachar al-Assad



Le président syrien par intérim Ahmad al-Chareh, qui effectue mercredi sa première visite en Russie, va demander à Moscou de livrer le dirigeant déchu Bachar al-Assad, a déclaré à l'AFP un responsable gouvernemental syrien.

Le nouveau dirigeant syrien est arrivé à Moscou et doit rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine, selon l'agence officielle syrienne Sana.

«Le président Chareh va demander au président russe de remettre tous ceux qui ont commis des crimes de guerre et se trouvent en Russie, en premier lieu Bachar al-Assad», a déclaré le responsable syrien qui a requis l'anonymat. M. Chareh avait renversé en décembre 2024, à la tête d'une coalition islamiste, Bachar al-Assad qui avait fui en Russie, l'un de ses principaux alliés. Le président syrien par intérim est notamment accompagné par son ministre des Affaires étrangères et des responsables militaires et économiques.

Il doit également aborder au cours de sa visite des questions économiques liées aux investissements, le sort des bases russes en Syrie et le réarmement de l'armée syrienne, selon le responsable gouvernemental.